



**LEXIBOOK - LINGUISTIC ELECTRONIC SYSTEM**  
**Société anonyme au capital de 1 921 043,50 €.**  
**Siège social : 2, avenue de Scandinavie, Z.A. de Courtabœuf, 91953 Les Ulis.**  
**323 036 921 R.C.S. Evry**

## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

### **AU 30 SEPTEMBRE 2011**

## Table des matières

I.	PERSONNES RESPONSABLES .....	4
I1.	Nom et fonction du responsable du Rapport Financier Semestriel .....	4
I2.	Attestation du responsable du Document de Référence .....	4
II.	CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES .....	4
II1.	Commissaires aux comptes titulaires .....	4
II2.	Commissaires aux comptes suppléants .....	4
III.	INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES .....	5
IV.	FACTEURS DE RISQUES .....	5
IV1.	Risques de liquidité .....	5
IV2.	Risques financiers .....	7
IV3.	Risques de taux .....	8
IV4.	Risques juridique .....	9
IV41.	Risques liés aux contrats de licences de marques .....	9
IV42.	Risques réglementaires .....	9
IV5.	Risques fiscaux .....	10
IV6.	Risques industriels et risques liés à l'environnement .....	10
IV7.	Risques clients .....	10
IV8.	Risques liés aux stocks .....	11
IV9.	Risques liés au transport .....	11
IV10.	Risque de saisonnalité .....	11
IV11.	Risque de non reconstitution des capitaux propres .....	12
IV12.	Risques liés aux impôts différés .....	12
IV13.	Assurance - Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus .....	12
IV14.	Risques résultant de l'exercice par la société de son activité .....	12
IV15.	Faits exceptionnels et litiges .....	12
IV16.	Risque de dilution lors d'une seconde opération de haut de bilan visant à renforcer les fonds propres ou quasi fonds propres .....	13
V.	DESCRIPTION DU MARCHE ET DES ACTIVITES DE LA SOCIETE .....	13
V1.	Principales activités .....	13
V11.	Stratégie .....	13
V12.	Recherche & Développement .....	14
V13.	Canaux de distribution : FOB / NON FOB .....	14
VI.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT .....	16
VI1.	Situation financière des comptes semestriels au 30 septembre 2011, 2010 et 2009 .....	16
VI11.	Situation financière – bilan simplifié : 1 <sup>er</sup> semestre 2011-2012 / 2010-2011 .....	16
VI12.	Situation financière – bilan simplifié : 1 <sup>er</sup> semestre 2010-2011 / 2009-2010 .....	17
VI2.	Compte de résultat arrêté au 30 septembre 2011, 2010 et 2009 .....	17
VI21.	Compte de résultat – exercices 2011-2012 / 2010-2011 .....	17
VI22.	Compte de résultat – exercices 2010-2011 / 2009-2010 .....	17
VII.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR .....	18
VII1.	Comptes semestriels au 30 septembre 2011 .....	18

VII11.	Bilan consolidé pour le semestre arrêté au 30 septembre 2011 .....	19
VII12.	Compte de résultat consolidé arrêté au 30 septembre 2011 .....	20
VII13.	Tableau de variation des capitaux propres arrêté au 30 septembre 2011 .....	21
VII14.	Tableau consolidé des flux de trésorerie arrêté au 30 septembre 2011 .....	22
VII15.	Annexes aux comptes consolidés arrêté au 30 septembre 2011 .....	23

## I. PERSONNES RESPONSABLES

### I1. Nom et fonction du responsable du Rapport Financier Semestriel

Le président du Directoire, Monsieur Aymeric LE COTTIER, est responsable des informations contenues dans le présent document.

### I2. Attestation du responsable du Document de Référence

*J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.*

Les Ulis, le 29 novembre 2011

Aymeric LE COTTIER,  
Président du Directoire

## II. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

### II1. Commissaires aux comptes titulaires

- **C et V Audit et Associés**  
8, rue Duplex  
75 015 Paris  
Représenté par Monsieur Georges de BONDY  
**Date du premier mandat :**  
Assemblée Générale du 2 juillet 2003  
**Date de fin de mandat :**  
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015
- **Mazars**  
61 rue Henri Regnault  
92 400 Courbevoie  
Représenté par Monsieur Serge CASTILLON  
**Date du premier mandat :**  
Assemblée Générale du 2 juillet 2003  
**Date de fin du mandat :**  
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015

### II2. Commissaires aux comptes suppléants

- **Cabinet E.A.L**  
16 rue Amelot  
75 011 Paris  
**Date du premier mandat :**  
Assemblée Générale du 2 juillet 2003  
**Date de fin du mandat :**  
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015
- **RSA SEEC et Associés**  
40 avenue Hoche  
75 008 Paris  
**Date du premier mandat :**  
Assemblée Générale du 2 juillet 2003  
**Date de fin du mandat :**  
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015

### III. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Le tableau ci-dessous présente les principales données comptables et opérationnelles du Groupe pour les trois derniers exercices annuels et sur les trois dernières situations semestrielles.

Tableau des chiffres clés (en €)	Au 30/09/11	Au 30/09/10	Au 30/09/09	Au 31/03/11	Au 31/03/10	Au 31/03/09
Capital social	1 921 044	3 883 266	3 883 266	1 921 044	3 883 266	3 883 266
Capitaux propres part du groupe	5 364 476	1 428 820	1 977 897	3 623 534	452 880	4 373 254
Dettes financières	19 312 427	16 222 474	27 575 777	11 388 198	18 070 541	24 096 383
Actif immobilisé	4 438 620	7 991 329	9 374 155	5 735 966	8 904 736	8 410 937
Total bilan	46 116 428	40 585 865	45 046 451	25 566 552	33 500 164	43 337 625
Produits d'exploitation	22 820 889	20 790 058	17 471 463	39 268 982	39 774 364	42 532 526
résultat (courant) des activités poursuivies avant charges financières et avant impôt	2 540 086	1 113 382	-1 735 663	1 935 459	-2 938 491	-754 538
Résultat courant avant impôts	2 153 572	1 446 528	-2 143 893	869 210	-3 649 138	-2 555 702
<b>Résultat net consolidé part du groupe</b>	<b>1 279 232</b>	<b>1 279 232</b>	<b>-2 013 663</b>	<b>688 524</b>	<b>-3 789 753</b>	<b>-2 784 102</b>
<b>Résultat net consolidé part du groupe par action</b>	<b>0,45</b>	<b>1,16</b>	<b>-1,83</b>	<b>0,18</b>	<b>-3,43</b>	<b>-2,52</b>
<b>Ratio d'endettement net (1)</b>	<b>261%</b>	<b>993%</b>	<b>1032%</b>	<b>269%</b>	<b>3304%</b>	<b>432%</b>
<b>Ratio d'endettement net retraité (2)</b>	<b>95%</b>	<b>785%</b>	<b>820%</b>	<b>212%</b>	<b>2611%</b>	<b>305%</b>
Dividendes distribués	0	0	0	0	0	0

- (1) Le ratio d'endettement net est calculé en prenant le total des dettes financières moins la trésorerie active, rapporté au total des fonds propres
- (2) Le ratio d'endettement net retraité est calculé en prenant le total des dettes financières retraité de l'affacturage moins la trésorerie active, rapporté au total des fonds propres

### IV. FACTEURS DE RISQUES

Le groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-dessous.

La société ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

#### IV1. Risques de liquidité

Tableau de synthèse de l'endettement sur les trois derniers exercices annuels et sur les trois dernières situations semestrielles.

	30/09/2011	30/09/2010	30/09/2009	31/03/2011	31/03/2010	31/03/2009
Emprunt Obligataire	890 177	768 151	1 377 787	825 151	1 377 787	1 377 787
Crédit moyen terme	2 940 000	3 724 000	0	3 332 000	0	0
crédits baux	160 452	253 062	356 539	205 638	305 076	413 301
Concours bancaires	6 407 149	8 471 852	21 646 377	4 954 895	13 252 998	16 675 487
Affacturage	8 881 922	2 972 389	4 195 074	2 036 764	3 134 680	5 629 818
Intérêts courus	32 727	33 020	0	33 750	0	0
<b>Total dettes financières - A</b>	<b>19 312 427</b>	<b>16 222 474</b>	<b>27 575 777</b>	<b>11 388 198</b>	<b>18 070 541</b>	<b>24 096 393</b>
<b>Trésorerie active - B</b>	<b>5 323 974</b>	<b>2 035 743</b>	<b>7 170 971</b>	<b>1 653 433</b>	<b>3 109 071</b>	<b>5 104 460</b>
<b>Comptes courants associés - C</b>	<b>28 154</b>	<b>1 400 000</b>	<b>30 072</b>	<b>27 582</b>	<b>30 072</b>	<b>30 072</b>
<b>Total endettement (A-B+C)</b>	<b>14 016 607</b>	<b>15 586 731</b>	<b>20 434 878</b>	<b>9 762 347</b>	<b>14 991 542</b>	<b>19 022 005</b>

Ces éléments sont décrits dans les notes 11 (trésorerie active), 14 (dettes financières) et 17.3 (autres dettes d'exploitation non courantes) des comptes financiers.

L'accroissement de l'affacturage, toute relative du fait de la présence des créances clients à l'actif, résulte de l'activité NON FOB du semestre qui est plus importante que sur l'exercice précédent.

La hausse de l'emprunt obligataire est la constatation dans les comptes consolidés d'une charge financière afin de reconstituer progressivement notre dette financière jusqu'à la porter à hauteur de 1.5

M€ au 26/04/2015.

Pour la couverture financière de ses achats de marchandises, le groupe utilise des lignes de CREDOC et des « Stand By Letter of Credit » (SBLC). Jusqu'à ce jour le groupe a toujours couvert ses besoins en CREDOC et plus généralement les besoins de financement de ses achats de marchandises.

Ces financements sont portés par la société mère, Lexibook France S.A. et par sa filiale à Hong Kong. Les besoins de financement sont essentiellement des besoins court terme liés au financement du besoin en fond de roulement.

La société avait initialement conclu le 26 avril 2010 un protocole avec ses partenaires bancaires, qui a fait l'objet d'un nouveau protocole de conciliation le 4 janvier 2011 et homologué devant le tribunal de commerce en date du 10 janvier 2011.

Ce protocole lui assurait son financement et prévoyait une clause de revoir avant le 31 janvier 2012. Dans le cadre de cette clause, deux réunions se sont tenues les 7 et 15 novembre 2011, les partenaires bancaires doivent donner leur accord pour le renouvellement des lignes dans les premiers jours de décembre 2011.

Le tableau ci-dessous présente les lignes de crédit, leurs échéances et leurs garanties telles qu'elles résultent du nouveau protocole homologué le 10 janvier 2010. Les montants tirés sont ceux à date du 30 septembre 2011.

Detail des lignes de crédit au 30 Septembre 2011					
LEXIBOOK France					
Nature ligne	Ligne	Utilisation bilan	Utilisation hors bilan	Échéance	Conditions particulières
Emprunt Obligataire	0,89 M€	0,89 M€		21/04/2015	N/A
Credit Moyen Terme	3,92 M€	2,94 M€		21/05/2015	N/A - remb nominal annuel de 0.78 M€
Facilités de caisse	0,15 M€	Néant	Néant	30/10/2011	Gage sur stocks à hauteur de 3.5 M€
Crédit de campagne	1 M€	1 M€		30/10/2011	Gage sur stocks à hauteur de 3.5 M€
CREDOC	7.6 M\$		6.6 M\$ equivalent à 4,9 M€	31/01/2012	Clause de revoir annuelle
CREDOC New Money	3,5 M€		3,4 M\$	30/11/2011	A compter du 01/04/2011. Gage sur stocks à hauteur de 3.5 M€
SBLC	5,3 M\$		5,3 M\$	31/01/2012	Clause de revoir annuelle
Change	20 M\$		8,2 M\$	31/01/2012	Clause de revoir annuelle
La ligne New Money cadre avec les besoins de financement saisonniers de Lexibook					
LEXIBOOK Hong Kong					
Nature ligne	Ligne	Utilisation bilan	Utilisation hors bilan	Échéance	Conditions particulières
CREDOC et facilités de caisses	8,3 M\$	5,3 M\$ en CREDOCS et 0,1 M\$ facilités de caisses	2,9 M\$	31/01/2012	Clause de revoir annuelle
CREDOC	3M\$	0,5 M\$	2,5 M\$	31/01/2012	Clause de revoir annuelle

Les échéances de lignes accordées par le protocole sont compatibles avec les besoins de financement de campagne 2011 de Lexibook. Les lignes octroyées à Lexibook Hong Kong peuvent, pour partie, être utilisées en facilités de caisse ou en CREDOCS. Pour des raisons techniques locales, les engagements CREDOCS sont comptabilisés dès la prise de cet engagement, contrairement en France, où les utilisations de lignes CREDOCS sont exclusivement des engagements hors bilan.

Pour le financement du poste client, le groupe a mis en place une solution d'affacturage au niveau européen (cf note 3.6 des comptes au 30/09/11).

Comme indiqué ci-dessus, le 4 janvier 2011, un accord de conciliation a renouvelé les engagements pris par nos partenaires bancaires et financiers ; Il a été homologué par le tribunal le 10 janvier 2011.les principaux termes de cet accord sont :

#### Engagements des banques

Maintien à l'identique des lignes de crédit consenties à Lexibook Hong Kong (5,3 M\$ de lettre de crédit stand-by et 6 M\$ de contre garantie au profit de banques de Hong Kong pour ouvertures de lignes à la société Lexibook Hong Kong) et des lignes de crédits documentaires actuelles ou équivalent consenties à la société Lexibook France (5,61 M€ de lignes de crédits documentaires) jusqu'au 31 janvier 2012.

Renouvellement à l'identique des lignes de crédits documentaires dites « New money » à hauteur de 3,5 M€ au profit de Lexibook France jusqu'au 30 novembre 2011 et qui permettent d'assurer les pics de trésorerie liés à la saisonnalité.

Renouvellement d'un crédit de campagne à hauteur de 1 M€ (précédemment 1.85 M€) et à l'identique d'une facilité de caisse de 0,15 M€, échéance 30 octobre 2011.

Renouvellement à l'identique des lignes de couverture de change à hauteur de 13.5 M\$ et possibilité en négociation bilatérale de compléter ces lignes de 6 M\$ en fonction du chiffre d'affaires passé en FOB. Au 31 mars, la société utilise 2.2 M\$ de complément. Sachant que le besoin de l'entreprise par le passé était de l'ordre de 20 M\$, la société estime que le protocole lui permet faire face à tous ses besoins.

Engagements de l'obligataire identiques à ceux du premier protocole (cf faits marquants de l'exercice)

Engagements des actionnaires majoritaires (MM Aymeric, Emmanuel et Luc Le Cottier)

Compte tenu de la souscription importante du public, conversion de leur compte courant d'associés à hauteur de 1.37 M€ (versé le 28/04/10) à la faveur de l'augmentation de capital avec maintien de DPS réalisé le 28/02/11. Ils maintiennent en compte courant le résiduel (soit environ 30K€) jusqu'à ce que les fonds propres ou quasi fonds propres soient porté à hauteur de 6 M€.

Recherche d'investisseurs afin de renforcer les fonds propres ou quasi fonds propres du groupe pour les porter à hauteur d'au moins 6 M€ d'ici le 31 décembre 2011 (cf § IV16 information sur le renforcement des fonds propres)

Inscription de nantissement des comptes titres LEXIBOOK détenus par la famille LE COTTIER et représentant globalement (52.79%) du capital de la Société avant la dernière augmentation de capital.

- Soit Monsieur Luc LE COTTIER : (152.407 actions)
- Soit Aymeric LE COTTIER (222.195 actions)
- Soit Emmanuel LE COTTIER (220.978 actions)

La mainlevée de cette garantie sera donnée après parfait paiement des sommes dues au titre de la « new money », soit le 30 novembre 2011 au plus tard.

Garantie OSEO à hauteur de 1.5 M€ sur la « new money »

Hormis le non-respect des échéances de remboursements et le respect des engagements sur le renforcement des fonds propres ou quasi fonds propres, il n'y a pas de clause de défaut ou d'exigibilité anticipée.

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et estime que ce nouvel accord lui permet de faire face à ses engagements et échéances sur une période d'au moins 12 mois à la date du protocole et assurer la continuité de son exploitation.

Toutefois la société précise que cette déclaration est basée sur l'hypothèse d'avoir porté ses fonds propres ou quasi fonds propres à hauteur de 6 M€ d'ici le 31/12/2011. Compte tenu des résultats à fin septembre 2011 et de l'engagement de l'obligataire de convertir 1 M€ d'ici la fin de l'année 2011, cet objectif sera atteint.

En cas de non-respect de cet engagement, ses partenaires bancaires et obligataires pourraient alors demander le remboursement anticipé de leurs lignes moyen terme (2.5 M€ au 31/01/2012) et obligations (1.5M€).

## **IV2. Risques financiers**

Le Groupe Lexibook, opérant dans un contexte international, est exposé aux risques de change provenant de différentes expositions en devises, principalement l'US dollar. Le risque de change porte notamment sur des transactions commerciales futures.

La totalité des achats sont réalisés en dollars US et 32 % du chiffre d'affaires du premier semestre 2011-2012 est également réalisé en USD (contre 61% du chiffre d'affaires réalisé en 2010-2011) et présente donc une couverture naturelle sur cette devise. Cette couverture naturelle est réalisée via le canal de distribution FOB, pour lequel la facturation est réalisée en USD et permet donc de couvrir une partie des achats réalisés en USD.

Le risque de change, crée de la volatilité sur les résultats, les capitaux propres ainsi que sur les flux de trésorerie.

Le Groupe Lexibook a recours à des instruments dérivés dans diverses stratégies de couverture pour éliminer ou limiter les risques financiers auxquels il est exposé. Les principaux instruments dérivés utilisés sont le change à terme ferme et optionnel. Les lignes de couverture de change concernées sont explicitement prévues dans le protocole du 04/01/11 (cf point ci-dessus) et Lexibook estime qu'elles sont adaptées à son besoin.

Les instruments dérivés qui constituent une couverture économique mais qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture en IFRS, sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le groupe Lexibook a pour politique de couvrir un budget d'achats futurs de marchandises payables en US dollar. La couverture du budget d'achat a nécessité un découpage en différentes périodes de temps (« time bucket ») suffisamment fines.

Le Groupe Lexibook ne couvre que la part sécurisée de son budget, c'est-à-dire, la part récurrente et peu soumise à aléas. Au 30 septembre 2011, les achats de marchandises payables en USD au titre du budget 2011/2012 sont couverts à 25 %, ce qui correspond au besoin à fin septembre.

Le groupe a procédé à la revue de son risque de change au 30 septembre 2011

<b>Risque de change</b>	<b>USD</b>	<b>GBP</b>	<b>HKD</b>
Actifs	11 289 512	819 499	4 690 547
Passifs	20 811 120	130 282	3 971 918
Position nette avant gestion	-9 521 607	689 217	718 629
Hors Bilan	-21 298 108	-350 000	-35 000 000
Couvertures	-8 221 850		
Position nette globale après gestion	-39 041 565	339 217	-34 281 371

<b>Sensibilité en euros</b>	<b>Impact sur le résultat</b>		<b>Impact sur les Capitaux propres</b>	
	<b>Hausse de 1%</b>	<b>Baisse de 1%</b>	<b>Hausse de 1%</b>	<b>Baisse de 1%</b>
USD	285 640	- 285 640	- 3 093	3 093
GBP	- 3 761	3 761	- 20 689	20 689
HKD	32 618	- 32 618	40 573	- 40 573
<b>TOTAL</b>	<b>314 496</b>	<b>- 314 496</b>	<b>16 791</b>	<b>- 16 791</b>

### IV3. Risques de taux

Le groupe a procédé à la revue de son risque de taux au 30 septembre 2011

<b>Risque de taux</b>	<b>A moins d'un an</b>	<b>De un à cinq ans</b>	<b>A plus de cinq ans</b>
Passifs Financiers	16 197 042	3 115 385	0
Actifs Financiers	120 695		
Position nette	16 076 347	3 115 385	0

Au 30 septembre 2011, dans le cas d'une hausse des taux de 1 point, le manque à gagner serait de 191 917 €

Le groupe analyse régulièrement l'opportunité financière de la mise en place de swaps de taux (variable / fixes). A la date d'établissement du présent rapport, compte tenu du coût jugé élevé des swaps, aucune couverture n'a été initiée.

La ventilation taux fixe / taux variable est présentée dans la note 14.3 pour les passifs financiers, les actifs financiers sont détaillés en note 7 des comptes annuels.



## IV4. Risques juridique

### IV41. Risques liés aux contrats de licences de marques

	2009/2010 30/09/2009	2010/2011 30/09/2010	2011/2012 30/09/2011
Chiffre d'Affaires sous Licences	9,613,012 55.7%	12,557,897 60.9%	10,207,487 45.1%
Chiffres d'Affaires hors Licences	7,660,735 44.3%	8,073,944 39.1%	12,447,952 54.9%
<b>TOTAL</b>	<b>17,273,747</b>	<b>20,631,841</b>	<b>22,655,439</b>

Part de la licence la plus importante	21.8%	19.0%	14.6%
Part des 5 premières licences	50.1%	57.9%	37.8%
Part des 10 premières licences	54.7%	60.9%	42.4%

#### 1/ Risque lié aux Minimum garantie (MG)

Au cours des trois dernières années, des contrats de licence de marque ont été conclus par LEXIBOOK avec des partenaires tels que Mattel, Ferrari, Walt Disney, Hasbro, Marvel, Noddy. D'une durée de 3 à 5 ans reconductibles, ils prévoient des montants minima garantis de royalties à verser aux concédants. Le risque lié à ces MG serait de devoir payer des royalties sans atteindre le chiffre d'affaires correspondant et prévu contractuellement.

Ces minima sont atteints pour l'exercice 2010-2011 et devraient l'être également pour les exercices à venir. Les taux de royautés varient traditionnellement de 3% à 17%.

A la clôture du premier semestre les négociations des deux contrats de concessions de licences qui étaient en cours à la clôture de l'exercice 2010-2011 ont abouti, il n'y a pas eu d'impact non appréhendés sur nos comptes.

#### 2/ Risque lié à la non reconduction

La non reconduction d'une licence pourrait entraîner une baisse de chiffre d'affaires, toutefois, compte tenu du renouvellement régulier des licences au cours des derniers exercices ce risque ne semble pas significatif. Les licences sont accordées à la fois pour des durées variables, traditionnellement trois à cinq ans, dont les termes sont différents, sur plusieurs familles produits (en moyenne 5 à 10). Le groupe considère que ces éléments, notamment, produisent un effet dilutif sur le risque de dépendance puisque la probabilité de perdre une licence sur la totalité des produits lui semble faible.

#### 3/ Risque lié au non renouvellement

Le risque de non renouvellement des licences serait d'avoir en stock des marchandises qui ne seraient plus commercialisables. Au cours des dernières années, les enjeux n'ont pas été significatifs, d'autant plus que les contrats de licence prévoient tous une clause dite de « sell off » permettant de vendre les produits pendant une période de 3 à 12 mois après l'échéance du contrat.

#### 4/ Risque de dépendance

La société n'a pas identifié de risque de dépendance autre que ceux identifiés ci-dessus. Toutefois la perte d'une licence renommée entraînant la perte d'exclusivité de certains produits, cela pourrait entraîner un déferencement auprès de certains clients et dans l'hypothèse la plus défavorable mettre en péril le renouvellement des autres licences.

### IV42. Risques réglementaires

Compte tenu de l'harmonisation européenne et de la directive R&TTE supprimant les contraintes liées notamment aux casques VHF, il n'y a pas de risque réglementaire existant à ce jour. LEXIBOOK se conforme au règlement CE 1103/97. Il n'existe aucun risque résultant d'une réglementation au 30/09/2011 sur l'ensemble des produits commercialisés par LEXIBOOK.

Tous les produits fabriqués et commercialisés par LEXIBOOK répondent aux normes de compatibilité électromagnétique applicables dans l'Union Européenne. En outre, conformément à la législation en vigueur, le segment spécifique du jouet répond à toutes normes mécaniques, chimiques, électriques et d'inflammabilité, nous garantissant une parfaite sécurité.

## **IV5. Risques fiscaux**

Au mieux de notre connaissance, la société n'est exposée à aucun risque fiscal. Aucun contrôle n'est en cours.

## **IV6. Risques industriels et risques liés à l'environnement**

LEXIBOOK n'est dépendant d'aucun fournisseur en particulier. La société a en permanence la possibilité de recourir à des fabricants différents en cas de besoin ce qui lui permet de réorganiser sa production en quelques semaines. Ce risque est donc pris en compte par l'entreprise.

Environ soixante usines travaillent à la fabrication des produits. Elles sont soumises à des impératifs de qualité, de prix et de délai, dont le défaut est sanctionné par des pénalités.

Ces usines ont été sélectionnées en fonction de leur solidité financière et de leur qualité de production. Enfin, les usines sont liées à LEXIBOOK par des accords de confidentialité et de non divulgation d'informations et par un accord cadre négocié au cas par cas et précisant les contraintes de respect de qualité, des normes techniques, des prix, des délais et des pénalités éventuelles. Le délai de règlement moyen de ces fournisseurs est de 30 à 60 jours par virement bancaire ou lettre de crédit.

Le risque de composants défectueux, inhérent à l'activité et partagé par tous les autres constructeurs, est maîtrisé grâce à un contrôle exercé directement par LEXIBOOK Hong-Kong sur les usines de fabrication asiatiques ou indirectement, par le biais d'entreprises spécialisées. Ce risque ne s'est jamais traduit par des difficultés réelles au cours des années passées.

Le risque de pénurie de composants n'est pas significatif étant donné la diversité des fournisseurs de Lexibook, sa capacité à anticiper les besoins de ses clients et la possibilité de substituer les composants indisponibles. Il n'y a eu aucune tension sur le marché des composants au cours du premier semestre 2011-2012 dont Lexibook aurait pu subir les effets pervers.

Risques technologiques : LEXIBOOK maîtrise sa recherche et développement ainsi qu'une partie de sa production. En effet, son bureau d'études basé à Hong-Kong est proche des sites de fabrication et assure ainsi un suivi attentif du risque technologique.

Etant donnée la nature de son activité, la société protège ses marques et ne dépose pas de brevets.

Dans le domaine de la propriété industrielle, les logos, les marques LEXIBOOK, LEXIBOOK Junior, TOUCHMAN et Tablet PC et plus de 100 marques appartenant à la société, sont déposés en France et pour partie en Europe et / ou dans le monde entier. Les protections courent jusqu'en 2013 pour les plus proches à 2024 pour les plus lointaines.

Depuis une dizaine d'année, LEXIBOOK a étendu la protection de ses marques à l'Internet, en procédant à l'enregistrement de principaux noms de domaine correspondant à son portefeuille de marques internationales.

### Autres risques particuliers :

Intensification de la pression sur les prix et risque de concurrence

Sur le marché des produits électroniques grand public, l'érosion observée sur les prix de vente s'accompagne d'une érosion de la marge des offreurs.

La réponse consiste à :

- Lancer de nouveaux produits,
- Créer de la valeur ajoutée grâce à de nouvelles fonctionnalités, améliorer le marketing autour des produits,
- Augmenter les ventes et donc nos approvisionnements pour obtenir des conditions d'achats attractives,
- Maintenir nos frais de structure à un plus faible niveau que nos concurrents, qui en raison de leur taille, connaissent des frais fixes incompressibles supérieurs aux nôtres.

## **IV7. Risques clients**

Le délai de paiement moyen est de 60 jours. La société souscrit une assurance-crédit sur pratiquement tous ses clients, à hauteur de 60 à 75 % de la créance TTC selon qu'il s'agisse de clients dénommés (c'est-à-dire signalés et pour lesquels une autorisation a été demandée) ou non dénommés.

Les principaux clients sont les enseignes majeures de la grande distribution et de la distribution spécialisée comme Carrefour, Joue club, Toy's R us, Argos, Auchan, Leclerc, Systeme U et Casino. Ces enseignes ne présentent pas de risque de solvabilité.

Compte tenu de la saisonnalité, un certain nombre de livraisons peuvent être décalées sur octobre, ce qui explique que 25 % du chiffre d'affaires est réalisé avec le 1<sup>er</sup> client et 10 % avec le deuxième client.

Le tableau ci-dessous montre la répartition entre les autres acteurs et souligne la limitation du risque de dépendance clients. Il n'en reste pas moins que dans un marché relativement concentré, la perte d'un des principaux clients de la Société pourrait entraîner une baisse de son chiffre d'affaires, si la Société n'était pas en mesure d'attirer de nouveaux clients. De plus, même si la Société parvenait à attirer de nouveaux clients, ceux-ci pourraient ne pas avoir besoin du même niveau de produits que les clients perdus ou pourraient demander des conditions de paiement différentes.

Le tableau suivant indique la concentration de la clientèle au cours des trois dernières situations.

	Au 31/09/09				Au 30/09/10				Au 30/09/11			
	CA HT	% CA	CA CUMULE	CA % CUMULE	CA HT	% CA	CA CUMULE	CA % CUMULE	CA HT	% CA	CA CUMULE	CA % CUMULE
Client 1	1 571 550	9,58%	1 571 550	9,58%	2 774 132	13,64%	2 774 132	13,64%	5 634 297	24,87%	5 634 297	24,87%
Client 2	1 403 678	8,56%	2 975 228	18,14%	2 356 218	11,58%	5 130 350	25,22%	2 132 605	9,41%	7 766 902	34,28%
Client 3	1 298 755	7,92%	4 273 983	26,05%	1 021 587	5,02%	6 151 937	30,24%	1 318 537	5,82%	9 085 439	40,10%
Client 4	1 044 931	6,37%	5 318 913	32,42%	1 002 889	4,93%	7 154 826	35,17%	1 226 487	5,41%	10 311 926	45,52%
Client 5	877 988	5,35%	6 196 901	37,78%	920 794	4,53%	8 075 620	39,70%	1 104 360	4,87%	11 416 286	50,39%
Client 6	721 707	4,40%	6 918 608	42,18%	825 573	4,06%	8 901 193	43,76%	923 849	4,08%	12 340 135	54,47%
Client 7	404 001	2,46%	7 322 609	44,64%	674 785	3,32%	9 575 978	47,07%	724 553	3,20%	13 064 689	57,67%
Client 8	343 003	2,09%	7 665 612	46,73%	600 198	2,95%	10 176 176	50,02%	639 168	2,82%	13 703 857	60,49%
Client 9	315 377	1,92%	7 980 988	48,65%	573 070	2,82%	10 749 246	52,84%	557 355	2,46%	14 261 212	62,95%
Client 10	280 215	1,71%	8 261 204	50,36%	485 347	2,39%	11 234 593	55,23%	544 245	2,40%	14 805 457	65,35%
Clients autres	8 143 013	49,64%	16 404 217	100,00%	9 108 632	44,77%	20 343 225	100,00%	7 849 982	34,65%	22 655 439	100,00%
<b>TOTAL</b>	<b>16 404 217</b>	<b>100,00%</b>	<b>16 404 217</b>	<b>100,00%</b>	<b>20 343 225</b>	<b>100,00%</b>	<b>20 343 225</b>	<b>100,00%</b>	<b>22 655 439</b>	<b>100,00%</b>	<b>22 655 439</b>	<b>111,37%</b>

#### IV8. Risques liés aux stocks

Le stock net au 30 septembre 2011 représente 11.3 M€ contre 11 M€ au 30 septembre 2010. Le stock est centralisé et géré à Anvers.

La société est exposée à un risque de rupture de stock et de surstock, dans le cas d'une demande réelle non conforme aux prévisions. Dans l'éventualité où les produits de la société viendraient à ne plus être disponibles du fait d'une rupture de stock, sa réputation pourrait en être altérée, ce qui pourrait nuire à ses efforts commerciaux. Dans l'éventualité où les produits de la société viendraient à ne pas s'écouler de manière satisfaisante, la société pourrait alors avoir à concéder des baisses de prix significatives.

Afin de réduire ce risque, la société :

- Utilise un système d'information pour passer ses commandes et gérer les stocks.
- Passe des commandes auprès de ses fournisseurs, soit lorsqu'elle dispose de commandes fermes, soit à minima aux vues de l'historique de chaque client et de ses intentions d'achat exprimés en début d'année lors des salons professionnels à Hong Kong.

Enfin, la société a souscrit une assurance multirisque couvrant les pertes sur stock ainsi que la perte d'exploitation liée.

Dans l'éventualité où les commandes réelles seraient supérieures aux prévisions et aux approvisionnements, Lexibook pourrait être amené à expédier les marchandises en rupture par avion et par camions en express, ce qui pourrait occasionner des frais sur achats significatifs, venant directement impacter la marge. Dans l'éventualité où Lexibook ne pourrait pas livrer ces marchandises même en recourant au transport aérien, le Groupe serait confronté à un manque à gagner et éventuellement à des pénalités de retard ou de non-livraison de ses clients. Lexibook ayant connaissance des commandes ou des prévisions de commandes de ses clients plusieurs mois à l'avance, ce risque est néanmoins faible.

#### IV9. Risques liés au transport

LEXIBOOK, lorsqu'elle vend en NON FOB a la responsabilité du transport depuis les pays où elle fait fabriquer vers son entrepôt d'Anvers, puis vers ses marchés de distribution. La société a recourt à différents transporteurs et moyens de transport (mer et air) et a souscrit une assurance transport.

#### IV10. Risque de saisonnalité

Dans le secteur des jouets, plus de 65% de l'activité est généralement générée sur une période courte entre le mois d'août et le mois de novembre. Cela nécessite une bonne planification, entraîne des pics de trésorerie et rend plus difficile la visibilité sur les résultats dans les trois derniers mois de l'exercice.

Ce risque étant une donnée de son marché, Lexibook met en place des actions pour sécuriser cette pointe d'activité, notamment en suivant les délais d'approvisionnement et en négociant avec ses partenaires bancaires des lignes de financement supplémentaires sur cette période.

#### **IV11. Risque de non reconstitution des capitaux propres**

Au 30 septembre 2011, les capitaux propres du groupe sont à hauteur de 5.3 M€. Il n'existe donc pas de risque de non reconstitution des capitaux propres.

#### **IV12. Risques liés aux impôts différés**

Au 30 septembre 2011 les impôts différés sont activés dans les comptes pour une valeur nette de 0.86 M€ (1.02 M€ à l'actif et 0.16 M€ au passif) contre 1.26 M€ au 31 mars 2011.

La justification du maintien de l'activation des impôts différés résulte à la fois du fait qu'il n'y ait pas de date d'expiration quant à l'utilisation des déficits reportables activés et au fait que compte tenu de l'amélioration des résultats constatés au cours de l'exercice et des taux d'imposition en France (33.3%) et à Hong Kong (17.5%), LEXIBOOK pense raisonnablement absorber ses déficits reportables dans un délai raisonnable.

Si les résultats futurs ne permettaient pas d'absorber ces résultats de manière favorable, LEXIBOOK serait amené à devoir réduire le montant des impôts différés activés.

#### **IV13. Assurance - Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus**

L'entreprise dispose d'assurances pour l'ensemble des risques généraux inhérents à l'exercice de son activité. La société a notamment une assurance multirisque professionnelle - qui couvre les risques d'incendie (à hauteur de 2 717 256 € par sinistre), les frais supplémentaires d'exploitation (à hauteur de 450 000 € par sinistre), le vol (à hauteur de 38 000 €) - une assurance responsabilité civile de l'entreprise couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels confondus (à hauteur de 9 125 846 € par sinistre) , une assurance stocks (à hauteur de 6 millions d'euros par sinistre) et marchandises transportées (à hauteur de 914 695 € par transport), une assurance risque clients (France et export), une assurance hommes clefs (en cas de décès de Aymeric ou Emmanuel LE COTTIER, la société Lexibook percevra 805 000 euros individuellement) et une assurance du parc automobile. Les risques susceptibles d'être encourus ont été objectivement appréciés et bénéficient d'une couverture appropriée. Au titre du premier semestre 2011-2012 les primes relatives à toutes ces assurances se sont élevées à 110 149 € pour l'ensemble du groupe Lexibook.

#### **IV14. Risques résultant de l'exercice par la société de son activité**

Le groupe Lexibook poursuit une politique sociale résolue dans le cadre des législations nationales encadrant ses filiales. Il s'interdit notamment de recourir au travail dissimulé et plus généralement s'engage à respecter l'ensemble de ses obligations définies dans le code du travail.

Il s'engage à respecter la Convention des Nations Unies sur le droit de l'enfant et les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail et notamment à ne pas recourir à de la main d'œuvre infantile ou forcée et est attentif à ce que ses sous-traitants en Asie respectent eux-mêmes ces obligations.

Le groupe est conscient des difficultés liées à l'augmentation des déchets ménagers et fait la promotion d'emballages en matériaux recyclable autant que cela est commercialement possible. La société a adhéré à des organismes permettant la collecte et le recyclage des déchets d'origine électronique selon les dispositions de la directive DEEE.

#### **IV15. Faits exceptionnels et litiges**

Le Groupe est susceptible d'être impliqué dans un certain nombre de procédures juridictionnelles dans le cours normal de ses activités. Le Groupe ne peut notamment pas garantir que certains de ses clients ne seront pas confrontés à des problèmes de qualité avec ses produits. En cas de dysfonctionnement des produits commercialisés par la Société, la responsabilité délictuelle ou contractuelle de la Société pourrait être engagée. Des dommages et intérêts pourraient être demandés dans le cadre de ces procédures.

Il n'existe pas à ce jour de faits exceptionnels ou litiges pouvant avoir ou ayant eu, dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la société et de ses filiales

#### **IV16. Risque de dilution lors d'une seconde opération de haut de bilan visant à renforcer les fonds propres ou quasi fonds propres.**

Dans le cadre du protocole homologué le 10/01/2011, la société s'est engagée à porter ses fonds propres ou quasi fonds propres à hauteur de 6 M€ avant le 31/12/2011.

A la vue des comptes consolidés au 30 septembre 2011, cet engagement sera atteint après la conversion en capital de un million d'euros de l'emprunt obligataire

La société avait communiqué qu'elle ne s'interdisait pas d'augmenter ses fonds propres ou quasi fonds propres au-delà des 6M€ qui constituent la base minimum du protocole du 4 janvier 2011.

La société ne connaît pas à ce stade les modalités de levée de fonds qui lui permettraient de tenir cet engagement, si cet engagement devait se matérialiser par une émission d'actions ou de titres donnant accès au capital, les actionnaires seraient dilués.

## **V. DESCRIPTION DU MARCHÉ ET DES ACTIVITES DE LA SOCIETE**

### **V1. Principales activités**

La société LEXIBOOK conçoit et commercialise une gamme complète de produits électroniques de loisirs sous marque propre et licences, comme par exemple des ordinateurs ou tablettes éducatives, des jeux scientifiques, des jeux interactifs, des produits audio et vidéo, ...

### **V11. Stratégie**

Lors de son introduction en bourse la société avait présenté un plan de développement qui reposait principalement sur trois axes stratégiques:

- la poursuite du développement en France,
- le développement des ventes à l'international,
- le développement de nouveaux produits.

Ces objectifs ont été globalement atteints. Ils demeurent des axes de développement importants pour l'avenir.

Fort de son succès en France et pour profiter de ses atouts technologiques, LEXIBOOK décidait d'étendre ses ventes à l'export et de s'intéresser au marché du jouet en rachetant en 1998 les sociétés ITMC France et SPACE TOYS Hongkong.

Aux objectifs initiaux sont venus s'ajouter récemment les objectifs suivants :

- assurer l'évolution des gammes vers l'électronique de loisir,
- nouer et pérenniser des accords de licences majeurs qui sont négociés au niveau du groupe et qui sont assortis de minimums garantis qui peuvent être décaissés à la signature du contrat ou au fur et à mesure de la réalisation du chiffre d'affaires, en fonction des contrats,
- continuer la prospection et le développement commercial sur de nombreux territoires,
- optimiser sa chaîne de distribution

### **L'innovation technologique**

- Lancer des produits nomades à prix modéré, connectables à Internet et utilisant les ordinateurs personnels, les tablettes pour enfants.
- Intégrer au catalogue de plus en plus de produits d'électronique de loisirs au design séduisant et adapté à chaque cible en termes de fonctionnalités.
- Permettre aux utilisateurs des produits LEXIBOOK d'accéder à la technologie sans effort et de profiter pleinement des progrès technique en toute simplicité.
- Intégrer toutes les dernières technologies développées au sein des produits Lexibook dans les jouets Lexibook Junior.
- Développer des contenus pédagogiques toujours plus performants et adaptés aux différents âges des enfants.

## V12. Recherche & Développement

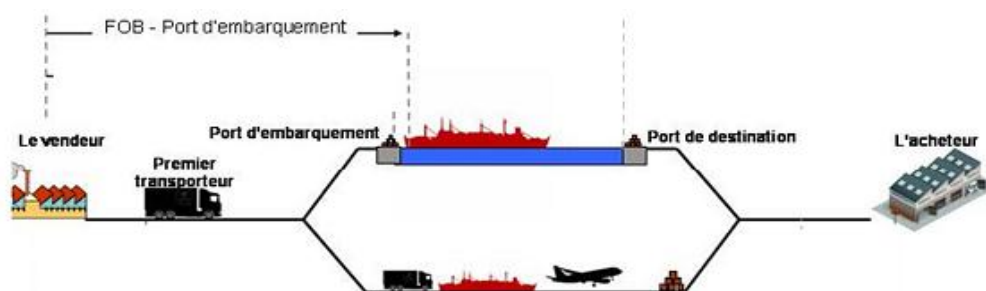
LEXIBOOK dispose d'une équipe de recherche et développement localisée à Hong Kong. Il s'agit d'un dispositif essentiel de la valeur ajoutée de la Société qui concentre ses efforts sur le développement régulier de produits.

Cette équipe prend en charge la conception complète du produit, depuis le design, la rédaction du cahier des charges jusqu'à la fabrication des moules nécessaires à la fabrication. Elle s'assure en particulier de la bonne adaptation des nouvelles technologies aux produits destinés aux enfants.

## V13. Canaux de distribution : FOB / NON FOB

FOB : Free On Board :

Le vendeur (exportateur) est responsable de livrer la marchandise depuis son entreprise et de la charger à bord du navire au port d'exportation. Il est également responsable du dédouanement dans le pays d'exportation. Dès que la marchandise passe la " passerelle du navire " le " risque de perte " est transféré à l'acheteur (importateur). A partir de cet instant, l'acheteur doit assumer les coûts de transport et assurance, et doit également prendre en charge les formalités de dédouanement dans le pays d'importation. Une transaction FOB sera lue " FOB, port d'exportation "(dans le cas de LEXIBOOK ; FOB Hong Kong)



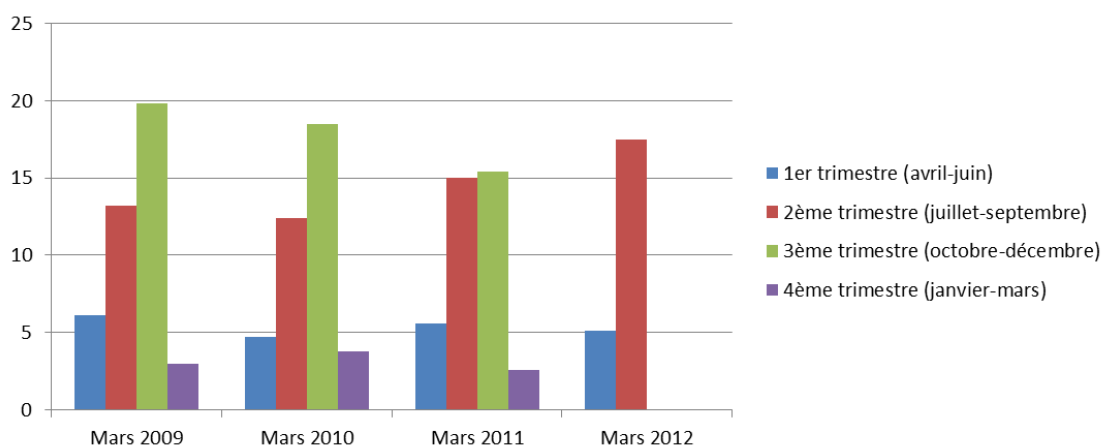
Depuis le 30 septembre 2010, l'information financière du groupe LEXIBOOK est donnée par rapport à ses deux canaux de distribution que sont la vente FOB et la vente non FOB. Cette répartition est celle utilisée par le Reporting interne de la société.

Cette information correspond non seulement à un circuit de distribution, mais aussi au chiffre d'affaires réalisé par les deux sociétés composant aujourd'hui le groupe LEXIBOOK : LEXIBOOK SA en France et LEXIBOOK LTD à Hong Kong. Le chiffre d'affaires de cette dernière est réalisé en FOB et celui de LEXIBOOK SA sur une base de facturation domestique (NON FOB).

Auparavant, le chiffre d'affaires réalisé par les autres filiales européennes et américaines de Lexibook était réalisé en quasi intégralité en sur une base de facturation domestique (NON FOB). Cette activité a été reportée en FOB depuis Hong Kong et en Non FOB ce qui explique l'effet « ciseau » constaté au semestre sur ces canaux de distribution.

Cette situation montre la nouvelle répartition de l'activité entre Hong-Kong et France, ces dernières ayant vu leur activité progresser respectivement de pratiquement +56 % et +29 %, montrant ainsi la capacité du groupe à conserver le chiffre d'affaires qui était réalisé par les autres filiales du Groupe LEXIBOOK au cours des exercices précédents.

Ce changement n'a donc d'incidence que sur la saisonnalité du semestre sans remettre en cause le chiffre d'affaires annuel. Le tableau suivant montre le chiffre d'affaires trimestriel sur les derniers exercices :



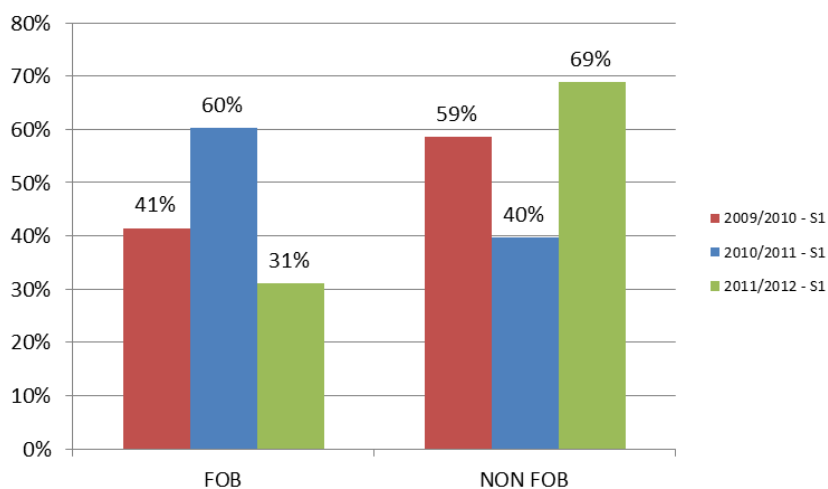
La nouvelle organisation du groupe permet, à chaque fois que cela est possible, à chiffre d'affaires constant de développer le canal de distribution FOB qui a les avantages suivants :

1/ Logistique et Stock : La marchandise étant cédée à l'embarquement, le groupe réduit ses frais de transport, assurance, stock et manutention

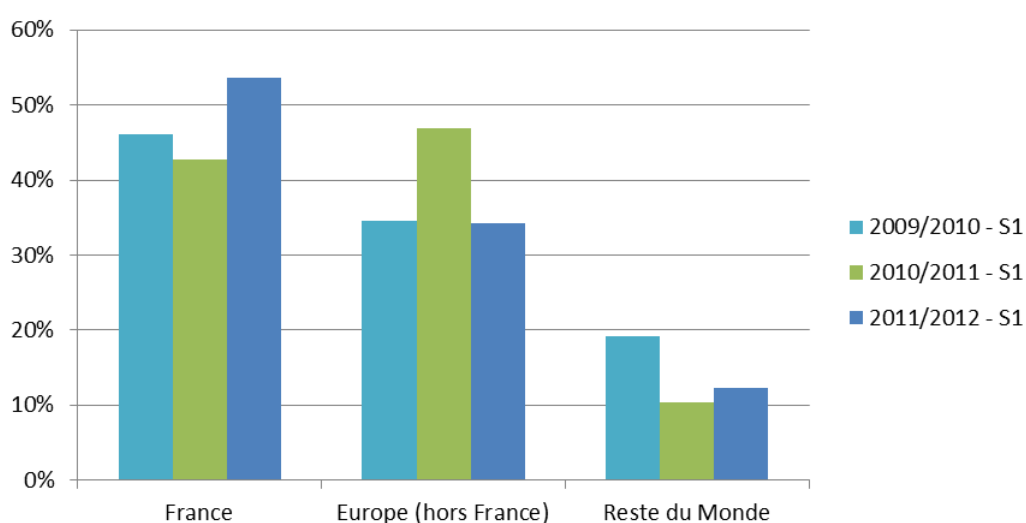
2/ Financement : Les clients ouvrent directement des lettres de crédit auprès de LEXIBOOK LTD dont l'échéance est celle du transfert de propriété, ce qui réduit le délai d'encours du poste client et facilite le financement des achats correspondants auprès des usines. De plus, les clients FOB ne sont pas affacturés et leurs créances n'ont pas besoin d'être couvertes, ces dernières étant libellées en dollar US. Malgré le maintien d'activité, les créances baissent sensiblement, les clients FOB payant à l'enlèvement de la marchandise, donc plus rapidement. Sur la partie de l'activité NON-FOB la plupart des encaissements a déjà été réalisée, la société ne détenant plus que quelques gros distributeurs qui supportent le délai des clients détaillants.

### Evolution du chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices

#### Répartition du chiffre d'affaires par canal de distribution (en %)



## Répartition France / Europe (hors France) / Reste du monde



## VI. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

### VI1. Situation financière des comptes semestriels au 30 septembre 2011, 2010 et 2009

#### VI11. Situation financière – bilan simplifié : 1<sup>er</sup> semestre 2011-2012 / 2010-2011

En Euros	30 SEPTEMBRE 2010	30 SEPTEMBRE 2011	Var
Actifs courants	31 300 865	40 350 471	29%
Actifs destinés à être cédés	26 933	300 856	1017%
Actifs non courants	9 258 067	5 465 101	-41%
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>40 585 865</b>	<b>46 116 428</b>	<b>14%</b>
Dettes courantes	30 326 095	35 890 042	18%
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	242 993	500 512	106%
Dettes non courantes	8 587 957	4 361 398	-49%
Capitaux propres	1 428 820	5 364 476	275%
<b>TOTAL DETTES ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>40 585 865</b>	<b>46 116 428</b>	<b>14%</b>

Les opérations d'augmentation de capital de 2.8 M€ et le retour aux bénéficiaires permettent de renforcer les fonds propres et diminuer l'endettement.

L'augmentation du total bilan est la conséquence de celles des postes clients (facturation domestique très importante fin septembre) et des postes fournisseurs et stocks (anticipation des livraisons par rapport à la période précédente).

Les actifs et passif destinés à être cédés concernent les filiales en cours de fermeture (Allemagne, Angleterre, Italie et Portugal) suivant le retraitement IFRS 5.



## VI12. Situation financière – bilan simplifié : 1<sup>er</sup> semestre 2010-2011 / 2009-2010

En Euros	30 SEPTEMBRE 2009	30 SEPTEMBRE 2010	Var
Actifs courants	33 926 816	31 300 865	-8%
Actifs destinés à être cédés	101 552	26 933	-73%
Actifs non courants	11 018 083	9 258 067	-16%
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>45 046 451</b>	<b>40 585 865</b>	<b>-10%</b>
Dettes courantes	36 519 617	30 326 095	-17%
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	311 891	242 993	-22%
Dettes non courantes	6 237 046	8 587 957	38%
Capitaux propres	1 977 897	1 428 820	-28%
<b>TOTAL DETTES ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>45 046 451</b>	<b>40 585 865</b>	<b>-10%</b>

La répartition FOB/non FOB et la réorganisation de la clientèle dans les pays où Lexibook avait des filiales permettent de réduire l'encours client de près de 5M€.

## VI2. Compte de résultat arrêté au 30 septembre 2011, 2010 et 2009

### VI21. Compte de résultat – exercices 2011-2012 / 2010-2011

Balance Compte de Résultat	30 SEPTEMBRE 2010	%	30 SEPTEMBRE 2011	%
Chiffre d'affaires	20 631 841		22 655 439	
Marge Brute	9 154 543	44,4%	10 737 971	47,4%
Résultat d'exploitation	1 218 364	5,9%	2 552 013	11,3%
Résultat financier	333 146	1,6%	-362 534	-1,6%
Resultat courant avant éléments exceptionnels et impôts	1 551 510		2 189 479	
Résultat non courant	-104 982	-0,5%	-11 927	-0,1%
Résultat avant impôts	1 446 528		2 177 335	
Résultat des activités cédées	-837		-23 980	
<b>Résultat Net</b>	<b>1 279 232</b>	<b>6,2%</b>	<b>1 702 981</b>	<b>7,5%</b>

La société ayant amélioré sa trésorerie, elle a pu anticiper ses commandes et donc ses livraisons, ce qui lui permet d'avoir une activité en hausse. Cette anticipation et le succès des produits ont permis d'optimiser les achats et d'améliorer la marge.

Les charges de personnel ont continué à baisser sur la période de près de 10%.

Le résultat financier masque plusieurs variations expliquées page 24 du présent document

### VI22. Compte de résultat – exercices 2010-2011 / 2009-2010

Balance Compte de Résultat	30 SEPTEMBRE 2009	%	30 SEPTEMBRE 2010	%
Chiffre d'affaires	17 273 747		20 631 841	
Marge Brute	7 044 732	40,8%	9 154 543	44,4%
Résultat d'exploitation	-1 732 138	-10,0%	1 218 364	5,9%
Résultat financier	-408 230	-2,4%	333 146	1,6%
Resultant courant avant éléments exceptionnels et impôts	-2 140 368		1 551 510	
Résultat non courant	-3 525	0,0%	-104 982	-0,5%
Résultat avant impôts	-2 143 893		1 446 528	
Résultat des activités cédées	22 704		-837	
<b>Résultat Net</b>	<b>-2 013 663</b>	<b>-11,7%</b>	<b>1 279 232</b>	<b>6,2%</b>

L'activité de la société est en hausse malgré la fermeture des filiales, ce qui montre que la société a réussi à compenser ou transférer vers ses sociétés actives, le chiffre d'affaires réalisé dans ses filiales en cours de fermeture.

La marge est en progression de 3 points, la période précédente ayant fait l'objet d'opérations de déstockage pour trouver de la liquidité nécessaire à la continuité de l'exercice.

## VII. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

### VIII. Comptes semestriels au 30 septembre 2011

#### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 septembre 2011

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lexibook Linguistic Electronic System SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 1 « Référentiel comptable » et la note 24 « événements post-clôture » de l'annexe, qui exposent les raisons pour lesquelles le principe de continuité d'exploitation a été appliqué, dans la mesure où les discussions engagées pour le renouvellement des financements accordés dans le cadre de l'accord de conciliation du 26 avril 2010, complété par l'accord du 4 janvier 2011 se sont poursuivies dans le cadre de la clause de revoir annuelle. Il ressort de la réunion avec les banques du 7 novembre 2011 que les financements du groupe seraient renouvelés avant le 31 décembre 2011. Les prévisions de trésorerie du Groupe élaborées par la Direction sur ces bases, sont compatibles et permettent d'assurer la continuité des financements nécessaires au fonctionnement normal de la société.
- Le paragraphe IV.1 « risque de liquidité » et notamment sur l'engagement des actionnaires majoritaires à porter les fonds propres consolidés à 6 m€ d'ici le 31 décembre 2011. Au 30 septembre 2011, ils s'élevaient à 5,364 m€.

#### 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 29 novembre 2011

Les commissaires aux comptes

**C et V AUDIT ET ASSOCIES**

**Mazars**

\_\_\_\_\_  
GEORGES DE BONDY

\_\_\_\_\_  
SERGE CASTILLON

## VII11. Bilan consolidé pour le semestre arrêté au 30 septembre 2011

En Euros		Notes	30 SEPTEMBRE 2011	30 SEPTEMBRE 2010	30 SEPTEMBRE 2009	30 SEPTEMBRE 2008	31 MARS 2011
<b>Actifs courants</b>							
		11	5,323,974	2,035,743	7,170,971	7,029,122	1,653,434
		9	22,643,110	17,428,906	16,395,370	20,520,247	9,193,308
			202,137	0	0	60,709	0
		8	11,334,557	10,965,813	9,413,938	15,875,848	5,823,744
		10	846,693	870,403	946,537	1,267,351	762,700
			<b>40,350,471</b>	<b>31,300,865</b>	<b>33,926,816</b>	<b>44,753,277</b>	<b>17,433,186</b>
<b>Actifs non courants</b>							
		5	4,007,635	7,209,904	8,317,805	4,902,394	5,233,689
		6	310,290	466,369	650,652	862,509	381,974
		7	120,695	315,056	405,698	358,365	120,303
			1,026,481	1,266,738	1,643,928	1,386,426	1,262,978
			<b>5,465,101</b>	<b>9,258,067</b>	<b>11,018,083</b>	<b>7,509,694</b>	<b>6,998,944</b>
			<b>300,856</b>	<b>26,933</b>	<b>101,552</b>	<b>145,686</b>	<b>1,134,422</b>
			<b>46,116,428</b>	<b>40,585,865</b>	<b>45,046,451</b>	<b>52,408,657</b>	<b>25,566,552</b>
<b>Dettes courantes</b>							
			6,407,149	8,471,852	21,646,376	20,874,753	4,954,895
		14	9,789,893	3,882,018	4,298,551	7,125,937	2,945,176
			17,324,298	14,280,434	7,308,126	11,472,784	4,779,710
		20	19,584	27,960	18,158	21,640	18,633
		16	0	13,255	13,255	138,588	0
		26	0	324,662	237,871	0	503,028
		17	2,349,118	3,325,914	2,997,280	3,041,804	2,158,467
			<b>35,890,042</b>	<b>30,326,095</b>	<b>36,519,617</b>	<b>42,675,506</b>	<b>15,359,909</b>
<b>Passifs non courants</b>							
		14	3,115,385	3,868,604	1,630,850	1,734,327	3,488,128
		20	159,334	0	0	0	0
		15/16	137,792	321,652	445,209	148,520	135,246
		17	948,887	4,397,701	4,160,987	1,444,693	1,742,152
			<b>4,361,398</b>	<b>8,587,957</b>	<b>6,237,046</b>	<b>3,327,540</b>	<b>5,365,526</b>
			<b>40,251,440</b>	<b>38,914,052</b>	<b>42,756,663</b>	<b>46,003,046</b>	<b>20,725,435</b>
			<b>500,512</b>	<b>242,993</b>	<b>311,891</b>	<b>333,746</b>	<b>1,217,583</b>
<b>Capitaux propres</b>							
		12	1,921,044	3,883,266	3,883,266	3,883,266	1,921,044
			1,850,798	-3,081,280	370,657	2,463,795	1,319,431
			-110,347	-652,398	-262,363	240,172	-305,465
		13	1,702,981	1,279,232	-2,013,663	-515,368	688,524
			<b>5,364,476</b>	<b>1,428,820</b>	<b>1,977,897</b>	<b>6,071,865</b>	<b>3,623,534</b>
			<b>46,116,428</b>	<b>40,585,865</b>	<b>45,046,451</b>	<b>52,408,657</b>	<b>25,566,552</b>

## VII12. Compte de résultat consolidé arrêté au 30 septembre 2011

Notes	30 SEPTEMBRE 2011 6 MOIS	30 SEPTEMBRE 2010 6 MOIS	30 SEPTEMBRE 2009 6 MOIS	31 MARS 2011
<b>En Euros</b>				
Chiffre d'affaires net	22,655,439	20,631,841	17,273,747	38,918,222
Autres produits courants	165,450	158,217	197,716	350,760
<b>Produits d'exploitation (I)</b>	<b>22,820,889</b>	<b>20,790,058</b>	<b>17,471,463</b>	<b>39,268,982</b>
Coûts d'achat des produits vendus	-11,917,468	-11,477,298	-10,229,015	-22,030,181
Dépenses de personnel	18 -2,132,880	-2,362,420	-2,874,979	-4,484,243
Services Extérieurs	-4,016,004	-3,641,983	-3,852,108	-6,728,832
Taxes (hors impôt société)	-103,900	-124,667	-118,485	-200,167
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-1,545,194	-2,059,571	-1,140,216	-3,604,604
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	-89,663	476,603	-527,639	71,072
Autres produits et charges d'exploitation	-475,694	-487,340	-464,684	-356,568
<b>Charges d'exploitation (II)</b>	<b>-20,280,803</b>	<b>-19,676,676</b>	<b>-19,207,126</b>	<b>-37,333,523</b>
<b>Résultat d'exploitation (III = I + II)</b>	<b>2,540,086</b>	<b>1,113,382</b>	<b>-1,735,663</b>	<b>1,935,459</b>
Coût de l'endettement net	-297,161	-350,141	-501,153	-851,273
Autres produits et charges financiers	-521,804	1,231,614	262,017	913,834
Autres (pertes) / profits nets	456,214	-548,327	-169,094	-626,143
Dotations et reprises aux provisions financières	0	0	0	0
<b>Résultat financier (IV)</b>	<b>-362,751</b>	<b>333,146</b>	<b>-408,230</b>	<b>-563,582</b>
<b>Résultat Courant avant impôt (V = III + IV)</b>	<b>2,177,335</b>	<b>1,446,528</b>	<b>-2,143,893</b>	<b>1,371,877</b>
Impôt sur le résultat	20 -450,591	-166,459	107,526	-180,686
Produits (charges) des activités abandonnées	-23,763	-837	22,704	-502,667
<b>Résultat net</b>	<b>1,702,981</b>	<b>1,279,232</b>	<b>-2,013,663</b>	<b>688,524</b>
Résultat net de base par action	0.44	1.16	-1.83	0.18
Résultat net dilué par action	0.44	1.16	-1.82	0.18
Produits et charges comptabilisés sur capitaux propres				
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt	165,976	-13,371	-29,633	-80,407
Emprunt obligataire convertible en actions		11,334		
Autocontrôle	-14,964			
Variation des écarts de conversion	-110,347	-301,255	-352,062	-305,465
<b>Résultat global</b>	<b>1,758,610</b>	<b>964,606</b>	<b>-2,395,358</b>	<b>302,652</b>
Résultat global par action	0.46	0.87	-2.17	0.08
Résultat global dilué par action	0.46	0.87	-2.17	0.08

### VII13. Tableau de variation des capitaux propres arrêté au 30 septembre 2011

En Euros	Capital souscrit	Prime d'émission	Autres Réserves	Stocks options	E.O.C.A.	Ecart de conversion	Auto détention	Couverture de flux de trésorerie net d'impôt	Résultat de l'exercice	TOTAL CAPITAUX PROPRES
<b>31 MARS 2008</b>	<b>3,883,266</b>	<b>0</b>	<b>2,764,091</b>	<b>39,780</b>		<b>-1,244,476</b>	<b>-280,169</b>	<b>-473,534</b>	<b>1,378,863</b>	<b>6,067,821</b>
Affectation du résultat			1,378,863						-1,378,863	0
Autocontrôle							-16,514			-16,514
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt								28,942		28,942
Emprunt Obligataire Convertible en Actions (E.O.C.A.)					53,152					53,152
Variation des écarts de conversion						1,023,956				1,023,956
Résultat de l'exercice 2008-2009									-2,784,102	-2,784,102
<b>31 MARS 2009</b>	<b>3,883,266</b>	<b>0</b>	<b>4,142,954</b>	<b>39,780</b>	<b>53,152</b>	<b>-220,520</b>	<b>-296,683</b>	<b>-444,592</b>	<b>-2,784,102</b>	<b>4,373,255</b>
Affectation du résultat			-2,784,102						2,784,102	0
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt			-444,592					444,592		0
Variation des écarts de conversion						-130,622				-130,622
Résultat de l'exercice									-3,789,753	-3,789,753
<b>31 MARS 2010</b>	<b>3,883,266</b>	<b>0</b>	<b>914,260</b>	<b>39,780</b>	<b>53,152</b>	<b>-351,142</b>	<b>-296,683</b>	<b>0</b>	<b>-3,789,753</b>	<b>452,880</b>
Affectation du résultat			-3,789,753						3,789,753	0
Réduction de Capital	-3,319,232		3,319,232							0
Augmentation de capital réservée	18,101	235,307								253,408
Augmentation de capital	1,338,909	1,251,961								2,590,870
Variation de périmètre			12,390							12,390
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt								-80,407		-80,407
Emprunt Obligataire Convertible en Actions (E.O.C.A.)					11,334					11,334
Variation des écarts de conversion						-305,465				-305,465
Résultat de l'exercice									688,524	688,524
<b>31 MARS 2011</b>	<b>1,921,044</b>	<b>1,487,268</b>	<b>456,129</b>	<b>39,780</b>	<b>64,486</b>	<b>-656,607</b>	<b>-296,683</b>	<b>-80,407</b>	<b>688,524</b>	<b>3,623,534</b>
Affectation du résultat			688,524						-688,524	0
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt								165,976		165,976
Augmentation de capital		-2,704								-2,704
Autocontrôle							-14,964			-14,964
Variation des écarts de conversion						-110,347				-110,347
Résultat de l'exercice									1,702,981	1,702,981
<b>30 SEPTEMBRE 2011</b>	<b>1,921,044</b>	<b>1,484,564</b>	<b>1,144,653</b>	<b>39,780</b>	<b>64,486</b>	<b>-766,954</b>	<b>-311,647</b>	<b>85,569</b>	<b>1,702,981</b>	<b>5,364,476</b>

## VII14. Tableau consolidé des flux de trésorerie arrêté au 30 septembre 2011

En euros	CONSO 30/09/2011	CONSO 31/03/2011	CONSO 30/09/2010
<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 702 981</b>	<b>688 524</b>	1 279 232
Amortissement des écarts d'acquisition	0	0	0
Amorts et provs des immobilisations corporelles et incorporelles	1 545 194	3 599 942	2 059 571
Moins values de cession	3 362		
(Diminution) augmentation des provisions risques et charges	-9 794	-178 403	-275 061
Impôts différés	440 343	180 686	164 727
Charges liées aux opérations sur capital	-2 704	-113 783	0
(Gains) pertes nettes sur cessions d'immobilisations	0	5 016	
Instruments financiers	-456 214	621 598	548 327
Charges et produits financiers	66 227	-331 188	-621 376
Redevances IAS 17	-46 386	-81 071	-54 042
Licences royalties	-624 629	-2 713 761	-1 155 124
Gains et pertes de change - Opérations non dénouées	615 800	-389 639	-734 383
Mali de liquidation	0	234 093	
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie			
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>3 234 180</b>	<b>1 522 014</b>	<b>1 211 871</b>
<i>(Augmentation) diminution des stocks</i>	-5 510 813	-918 128	-6 064 743
<i>(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés</i>	-11 814 701	3 522 155	-4 614 455
<i>(Augmentation) diminution des avances et acomptes fournisseurs</i>	-1 028 361	1 409 569	1 555 473
<i>(Diminution) augmentation des provisions court terme et long terme</i>	12 340	-291 539	4 780
<i>(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs</i>	12 518 641	-2 242 235	6 388 537
<i>(Diminution) augmentation des instruments financiers</i>	0	0	20 056
<i>(Augmentation) diminution des autres actifs circulants</i>	-690 733	-46 815	-399 409
<i>(Diminution) augmentation des autres passifs circulants</i>	98 912	-1 015 807	1 614 030
<i>Actifs et passifs des activités abandonnées</i>	116 495	-147 136	-14 237
<i>Pertes et gains de change sur éléments du bfr</i>	-615 800	389 639	734 383
<i>Impôts différés</i>	-44 512	0	-8 409
<b>Variation des éléments du fonds de roulement</b>	<b>-6 958 532</b>	<b>659 703</b>	<b>-783 994</b>
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>-3 724 352</b>	<b>2 181 717</b>	<b>427 877</b>
	=====	=====	=====
<b>FLUX D'INVESTISSEMENTS</b>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-280 532	-102 961	-118 974
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	0
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-20 286	-43 935	0
Cessions d'immobilisations corporelles	0	0	0
Acquisitions d'immobilisations financières	-392	0	93 710
Cession d'immobilisations financières	0	74 196	0
<b>Flux de trésorerie d'investissements</b>	<b>-301 210</b>	<b>-72 700</b>	<b>-25 264</b>
	=====	=====	=====
<b>FLUX DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation des dettes court terme	6 844 133	649 278	850 729
Remboursement des dettes court terme	0	-876 944	-196 000
Augmentation des dettes long terme	0	2 548 001	2 953 768
Remboursement des dettes long terme	-391 999	0	0
- augmentation de capital		2 704 653	0
- réduction du capital et autocontrôle		0	0
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>6 452 134</b>	<b>5 024 988</b>	<b>3 608 497</b>
	=====	=====	=====
Effet de change	-110 347	-291 539	-301 255
Remb Emprunt Obligataire convertible en actions	0	11 334	11 334
Comptabilité de couverture	-82 975	0	-13 371
Autocontrôle	-14 964		
<b>Variation de trésorerie de la période</b>	<b>2 218 286</b>	<b>6 842 466</b>	<b>3 707 818</b>
Trésorerie d'ouverture	-3 301 461	-10 143 927	-10 143 927
Trésorerie de clôture	-1 083 175	-3 301 461	-6 436 109
	=====	=====	=====

## VII15. Annexes aux comptes consolidés arrêté au 30 septembre 2011

### Environnement

#### 1. Chiffre d'affaires et marge :

L'activité consolidée de l'exercice clos au 30 septembre 2011, exprimée par l'indicateur chiffre d'affaires, est en hausse de 10%. Le chiffre d'affaires consolidé se porte ainsi à 22,65 millions d'euros contre 20,6 millions d'euros au 30 septembre 2010.

La part FOB\* est en baisse de 67% à 7.1M€ vs 12.4 M€ au semestre précédent. La part Non FOB (ou Domestique) est en hausse de 90% à 15.6 M€ vs 8.2 M€. Cette répartition est sans incidence sur le résultat semestriel Lexibook confirmant sa position d'acteur majeur du jouet et le succès des tablettes pour enfants.

Grace à la couverture de change initiée au cours de l'exercice précédent et une négociation continue auprès des fournisseurs sur les produits les plus importants, la marge brute consolidée ressort à 10 738 K€ au 30 septembre 2011 contre 9 154 K€ au 30 septembre 2010 et son taux est en hausse à 47,4 % contre 44,3 % pour la période précédente.

#### 2. Maintien du niveau de charges :

Sur ce semestre, la restructuration du groupe Lexibook autour de HK (ventes FOB) et FR maintient ses effets :

- Les services extérieurs restent stable en valeur absolue et augmentent de 374 K€ VS à n-1, hausse résultant de la croissance du CA et du poids de la facturation non FOB soumise à Participation Publicitaire.

- Les dépenses de personnel continuent à diminuer : - 230 K€, soit -10% par rapport à n-1.

Le résultat d'exploitation s'améliore ainsi de façon significative passant de 1.113 K€ à 2.540 K€.

#### 3. Résultat financier :

Le résultat financier passe de 333 K€ au 30 septembre 2010 à -363 K€ au 30 septembre 2011. Cette variation est due à :

- Un gain de 422 K€ provenant de la transcription dans les comptes consolidés de l'impact de l'accord avec les partenaires financiers sur l'emprunt obligataire souscrit auprès de Turenne Capital.

- Un effet de change négatif de 420 K€ par rapport à la période précédente où était constaté un effet de change positif de 194 K€

- Une diminution des charges financières de 53 K€ provenant de l'amélioration de la trésorerie du Groupe

Dans ce contexte, l'exercice consolidé est clôturé au 30 septembre 2011 avec un résultat net de 1.703 K€, contre 1.113 K€ d'euros au 30 septembre 2010. Ces comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation, l'amélioration de la rentabilité et le maintien des concours bancaires courants devraient permettre d'améliorer encore la trésorerie nécessaire à notre développement.

### Faits marquants de l'exercice

Néant

## Note 1 – Référentiel comptable

### 1.1– Généralités

Les états financiers consolidés au 30 septembre 2011 reflètent la situation comptable de Lexibook S.A. et de ses filiales (ci-après le Groupe »).

Le Directoire a arrêté les états de synthèse consolidés au 30 septembre 2011 le 29 novembre 2011.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés annuels du Groupe Lexibook au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2011 ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces normes comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC). Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2011 sont conformes à ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 31 mars 2011.

**Les comptes consolidés annuels ne tiennent pas compte :**

- Des projets de normes et interprétations qui ne sont encore qu'à l'état d'exposés sondages à l'IASB et à l'IFRIC, à la date de clôture ;
- Des nouvelles normes, révisions de normes existantes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore approuvées à la date de clôture des comptes consolidés annuels.

## 1.2 – Evolution des principes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe Lexibook dans les états financiers consolidés au 30 septembre 2011 sont identiques à celles utilisées par le Groupe Lexibook au 31 mars 2011. Le Groupe a, en particulier, procédé à l'arrêt de ses comptes en appliquant le principe de continuité d'exploitation.

Le maintien de ce principe repose sur l'hypothèse du renouvellement des financements bancaires discutés dans le cadre de la clause « de revoir » du protocole du 4 janvier 2011. Les discussions avec les partenaires bancaires ont commencés le 7 novembre 2011 et un accord des partenaires financiers devrait intervenir avant le 31 décembre au plus tard.

Pour cette raison un certain nombre d'actifs ont été maintenus à leur valeur nette comptable, et en particulier les actifs suivants :

<b>Actifs non courants</b>		
immobilisations incorporelles		4 007 635
impôt différé actif		1 026 481
	<i>Actifs non courants</i>	5 034 116

Si l'application du principe de continuité d'exploitation n'avait pas été retenue ces actifs en particulier auraient dû être dépréciés en tout ou partie.

## 1.3 – Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente et de la valorisation de l'emprunt obligataire (retraitement OCEANE).

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

## Note 2 Périmètre et méthodes de consolidation

### 2.1 – Périmètre

Les sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont le groupe Lexibook contrôle directement ou indirectement plus de 20 % des voix à l'exclusion des sociétés ne présentant pas – de par leur taille – un caractère significatif au regard des comptes consolidés du groupe.

### 2.2 – Méthode de consolidation

Le groupe utilise comme méthode de consolidation, pour l'intégralité de ses filiales, l'intégration globale, car celles-ci sont toutes contrôlées de manière exclusive. Les comptes sont intégrés à 100 % poste à poste.

### 2.3 – Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis suivant la méthode du cours de clôture, selon laquelle :



- Les postes du bilan sont convertis en Euros sur la base des cours officiels de change de fin d'exercice à l'exception des comptes de capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont utilisés.
- Les postes du compte de résultat sont convertis, pour chaque devise, en utilisant le cours moyen de l'exercice.

L'incidence des ajustements de conversion est inscrite directement dans un compte spécial au sein des capitaux propres.

## 2.4 – Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et les transactions intra-groupes ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Le relevé complet des sociétés du Groupe au 30 septembre 2011 est fourni dans la note 25.

## Note 3 – Règles comptables et méthodes d'évaluation

### 3.1 – Chiffre d'affaires

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, des coûts associés ou de retour possible des marchandises.

Compte tenu de la typologie de ses clients le chiffre d'affaires brut du groupe fait l'objet de remises ou d'éléments soustractifs et en particulier de remises de fin d'année et de participations publicitaires. Au regard des IFRS, et s'agissant de prestations achetées à nos clients, les participations publicitaires sont comptabilisées en charge (ligne « services extérieurs ») du compte de résultat.

### 3.2 – Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'écart constaté, à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et la quote-part correspondante des capitaux propres après valorisation à leur juste valeur des éléments d'actifs et passifs achetés.

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de valeur lors de chaque clôture annuelle ou ponctuellement en cas d'indices de pertes de valeur liés à l'apparition d'indicateurs de performance défavorables.

L'ensemble des goodwill du Groupe est totalement amorti depuis l'exercice 2002. Les principes de cette norme n'ont pas trouvé à s'appliquer dans le cadre de l'arrêté au 30 septembre 2011.

### 3.3 Actifs incorporels

#### FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les coûts de développement sont activés lorsque l'ensemble des critères (IAS 38) ci-dessous sont remplis :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle.
- intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre.
- capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- validation du business plan mettant en évidence le caractère profitable du projet par le comité de pilotage afin de démontrer que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement.
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Cette validation formalisée par projet permet au projet d'entrer dans sa phase de capitalisation dite « phase 1 ». Les coûts engagés avant en « phase 0 » sont tous passés en charge et la période de

capitalisation des coûts de R&D s'arrête lorsque les développements sont achevés et au plus tard, lorsque le produit passe en phase de commercialisation dite « phase 2 ».

Chaque projet répondant à ces critères fait l'objet d'une demande d'investissement accompagnée d'une étude de rentabilité qui est soumise au comité de direction. L'approbation du comité marque le point de départ du projet et des investissements. Les projets sont traités comme des immobilisations en cours jusqu'à la date de la première vente (hors groupe), date qui correspond à la fin de l'activation des coûts et au point de départ des amortissements. Les dépenses ultérieures relatives aux actifs incorporels sont capitalisées si elles augmentent les avantages économiques futurs de l'actif spécifique auquel elles se rapportent, et que ce coût peut être évalué et attribué à l'actif de façon fiable. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les dépenses activées initialement et correspondant à des projets abandonnés (technologies communes ou composants mutualisés) ne pourront être réaffectées à de nouveaux projets que de façon exceptionnelle c'est-à-dire dans le cas où la demande d'investissement du projet arrêté le prévoit. Dans le cas contraire, le projet sera intégralement déprécié.

Les dépenses liées aux activités de développement sont amorties sur la base d'un plan d'amortissement établi au regard d'un prévisionnel de ventes (si la demande d'investissement présente un prévisionnel de ventes de 500, 400 et 100 respectivement les années 1, 2 et 3 l'amortissement sera de 50%, 40% et 10%).

Des tests d'impairment par projet sont mis en œuvre :

De façon systématique avant la fin de l'exercice au cours duquel le produit rattaché au projet activé est mis en service,

En cas d'apparition d'indices de pertes de valeur, individuellement, à chaque arrêté, des provisions sont constituées. Pour le Groupe le principal indice de perte de valeur est un écart sur 12 mois entre les ventes ou les marges réalisées en retrait de plus de 10% par rapport au plan initial utilisé pour la validation du projet en phase 1 (début de la capitalisation).

Les projets qui ne remplissent plus les critères de capitalisation sont « mis au rebut » immédiatement.

Pour le test d'impairment, la valeur recouvrable basée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie découlant du projet est recalculée puis elle est comparée à la valeur nette comptable de l'actif à la date du test (valeur nette comptable au bilan pour l'arrêté). Si la valeur nette comptable est supérieure à la valeur actuelle nette, une provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles est comptabilisée pour la différence. Le taux d'actualisation retenu est de 5%, la marge correspondante de 10%.

## CONCESSIONS DE LICENCES

Conformément au traitement préconisé par IAS 38 (immobilisations incorporelles), les droits relatifs aux concessions de licences ont été immobilisés. Les flux d'avantages économiques futurs attribuables à l'utilisation de ces actifs peuvent varier selon différentes hypothèses.

Les hypothèses prudentes induisant une valeur basse des flux attendus correspondent le plus souvent aux montants des minimums garantis que l'entreprise s'est engagée à verser aux sociétés qui lui concèdent les droits. C'est cette valeur qui a été retenue comme représentative du coût de ces actifs.

Les modes d'amortissement retenus sont ceux préconisés par la norme IAS 38 pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie. Ainsi, l'amortissement commence dès que les licences sont exploitées. Il reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à chaque licence. Au cas où les avantages économiques retirés de ces concessions de licence sont supérieurs au plan d'amortissement initial basé sur les minimums garantis, une dotation complémentaire est comptabilisée.

Les durées d'amortissement sont les durées pendant lesquelles les droits sont concédés.

Les licences de marque portées à l'actif font l'objet d'un test de dépréciation lors de chaque arrêté sur la base de l'estimation par le management des flux futurs attendus de l'utilisation des licences sur la durée résiduelle des contrats.

Les deux contrats de concessions de licences qui étaient en cours de négociation au 31 mars 2011, sont définitivement actés. Cela n'a pas apporté de changement sur nos comptes.

## AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le groupe a procédé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 à une opération d'échange de marchandises. En contrepartie des produits échangés il a reçu une « ligne de crédit » (APC) utilisable pour un paiement partiel ultérieur éventuel de certaines de ses dettes fournisseurs.

Dans les comptes consolidés, cette opération est analysée comme un échange de biens dissemblables : échange d'un stock contre une immobilisation incorporelle donnant droit à des rabais sur des biens ou services futurs.

Conformément à IAS 18 §12 et §14, le chiffre d'affaires est enregistré à la date de l'échange pour la juste valeur du stock juste avant l'échange en contrepartie d'une immobilisation incorporelle correspondant aux APC pour le même montant (c'est-à-dire pour une valeur proche de sa valeur nette de réalisation des stocks échangés), dans la mesure où tous les critères énumérés par IAS 18 §14 sur les ventes de biens étaient remplis.

Aucune marge n'est constatée au compte de résultat au moment de l'échange.

Un test de dépréciation de valeur est mis en œuvre sur les APC une fois par an, de façon systématique, pour s'assurer que la valeur recouvrable des APC est supérieure à leur valeur nette comptable au bilan de clôture.

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur éventuelles.

Les autres actifs incorporels incluent principalement le coût d'acquisition des technologies et licences acquises auprès de tiers. Ces actifs incorporels sont amortis linéairement en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel sur une période maximale de 5 ans.

### **3.4 – Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur valeur historique diminuée des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle ne sont comptabilisées à l'actif que lorsqu'elles améliorent l'état de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Matériels de transport 3 à 5 ans
- Matériels et outillages 3 à 10 ans
- Matériel informatique 3 à 5 ans
- Matériel de bureau 5 à 10 ans
- Agencements et installations 3 à 10 ans

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### **3.5 – Contrats de location financement**

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location – financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Ces contrats de location – financement sont comptabilisés au plus bas de la juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat.

Lorsqu'il n'existe pas de certitude raisonnable que le preneur devienne propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Les principaux contrats de location portés par le groupe Lexibook sont des contrats de location financement dont le principal contrat est celui lié au siège social en France avec une valeur brute de 1 024 500 € amorti sur 12 ans.

### **3.6 Clients et affacturage**

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le

débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Le Groupe procède couramment à des opérations d'affacturage de ses créances clients dans le cadre de son cycle d'exploitation ; ces créances doivent, dans le cadre des IFRS, faire l'objet d'une réintégration dès lors qu'il est établi que les avantages et les risques inhérents à ces créances demeurent à la charge du Groupe. Cet exercice a conduit le groupe à procéder à des réintégrations sous la rubrique « Créances Clients », en contrepartie desquelles une dette financière est constatée. Par ailleurs les dépôts de garanties octroyés dans le cadre du contrat d'affacturage font l'objet d'un reclassement sous la rubrique « Avances et Acompte versés ».

La totalité des programmes d'affacturage est consolidé lors de chaque arrêté.

Les principales caractéristiques des principaux contrats en vigueur à la date de clôture sont les suivantes :

Caractéristiques	France - 1	France - 2
Réserves	18%	22%
Retenue de garantie	15%	15%
Commission d'affacturage	0.49%	0.27%
Commission d'anticipation	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,6 points	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 1,2 points

### 3.7 Stocks

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition.

En termes de dépréciation, la méthode diffère en fonction du type de stock

a) Stocks défectueux ou à recycler : ces stocks sont regroupés en différentes catégories. Ces catégories vont permettre de déterminer le niveau de dépréciation à pratiquer. Les taux de dépréciations varient de 30% à 100%

b) Stocks à rotation lente : les stocks de produits neufs font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si la valeur des produits identifiés à « rotation lente » doit être dépréciée et le cas échéant afin de déterminer le niveau de la dépréciation.

La société procède à des dépréciations en fonction des valeurs nettes de réalisation, basées pour l'essentiel sur des perspectives de ventes et de marge attendue.

Une provision à 100% pourra également être décidée si le produit n'est plus commercialisable, pour des raisons spécifiques.

Les nouveautés ne sont jamais dépréciées. Un produit est dit nouveau lorsque sa première date de commercialisation remonte à moins d'un an

### 3.8 Emprunts portant intérêts

A la date du 15 septembre 2008, Lexibook a procédé à l'émission de 103 449 obligations convertibles avec les caractéristiques suivantes :

- Date de souscription : 30/09/2008,
- Nominal : 14,50 €,
- Taux d'intérêt nominal : 7% l'an,
- Périodicité du coupon : Semestriel, payable 30 mars et 30 septembre,
- Echéance : 30/09/2011,
- Remboursement au gré de la société : Possible à tout moment entre le 30 septembre 2010 et 45 jours avant l'échéance pour un maximum de 34 483 obligations convertibles,
- Prix de conversion : 14,50 €,
- Parité de conversion : 1 pour 1,
- Dilution maximum possible : 8,40 % (dont actions d'autocontrôle) 8,58 % (hors actions d'autocontrôle).

Dans le cadre de l'accord de conciliation signé le 26 avril 2010, et confirmé dans l'accord du 11 janvier 2011 l'obligataire s'est engagé à :

Reporter le remboursement de l'emprunt obligataire de 1,5 M€ au 26 avril 2015.

Renoncer aux intérêts dus à compter du 26 avril 2010 jusqu'à l'échéance du 26 avril 2015.

Convertir en actions les intérêts courus (59 548.36 €) et la prime de non conversion courue (193 855,60 €), soit 36 201 actions nouvelles

Le 9 décembre 2010, nous avons concrétisé cet engagement et procédé à une première augmentation de capital réservée à notre obligataire, qui a conduit la société à émettre 36 201 actions nouvelles et à contribuer à l'augmentation de nos fonds propres à hauteur de 253 408 €.

Emprunt obligataire convertible ou remboursable en actions (« OCEANE »)

Cet instrument financier dit « hybride » contient à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres. Conformément aux normes IAS 32 et IAS 39 « Instruments financiers », la part revenant en capitaux propres correspond à la différence entre la valeur nominale de l'émission et la composante dette. Cette dernière est calculée comme étant la juste valeur d'une dette sans option de conversion et ayant des caractéristiques identiques. La valeur inscrite en capitaux propres correspondant à l'option de conversion n'est pas réévaluée durant la vie de l'emprunt. La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur sa durée de vie estimée.

### **3.9 Provision pour retraite et obligations assimilées**

Des provisions sont constituées afin de couvrir l'intégralité des engagements sociaux correspondant aux avantages versés au personnel au moment et après son départ du Groupe dès lors que les régimes concernés peuvent être qualifiés de régimes à prestations définies.

Ces provisions sont calculées par application d'une méthode actuarielle qui prend notamment en compte :

l'évolution prévisible des salaires ;

la rotation des effectifs ;

le risque de mortalité ;

un taux d'actualisation financière et, le cas échéant, un taux de rendement attendu sur les actifs financiers dédiés.

### **3.10 Rémunération sur base d'actions**

Lexibook S.A. dispose de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions au 30 septembre 2011. Conformément à la norme IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », est enregistré en charges de personnel un montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires, calculé à la date d'octroi des options sur la base du modèle d'évaluation binomial. La contrepartie de cette charge est directement inscrite en capitaux propres.

### **3.11 Autres provisions**

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources.

### **3.12 Impôts différés**

Les impôts différés résultant des différences temporaires liées aux retraitements de consolidation et aux différences entre les résultats comptables et les résultats fiscaux sont comptabilisés selon la méthode du report variable. Toutes les différences donnent lieu à la comptabilisation d'un impôt différé par application du principe de « la conception étendue ».

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les pertes fiscales activées sont imputables sans limitation de durée et ne sont activées que sur les deux entités France et Hong Kong qui sont les deux seules entités ayant encore une activité à l'achèvement de notre réorganisation

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

### 3.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les comptes courants des factors. Les découverts bancaires figurent au bilan en passif courants sous la rubrique concours bancaires courants.

### 3.14 Information sectorielle

L'information sectorielle est dispensée à deux niveaux :

- 1<sup>er</sup> niveau l' « activité », analysée selon les méthodes utilisées pour distribuer les produits : FOB / NON FOB
- 2<sup>nd</sup> niveau le « secteur géographique ».

Lexibook a choisi de retenir comme axe d'analyse prioritaire dans son Reporting interne les méthodes qu'il utilise pour distribuer ses produits à ses clients, et en particulier une distribution « départ Hong Kong » (incoterm FOB) opposée à une distribution « rendu » chez le client. En effet, ces deux méthodes de distribution ont des modes de fonctionnement qui leur sont propres et des rentabilités, par nature, différentes.

### 3.15 Actifs et passifs financiers

Le champ d'application des instruments financiers dérivés a été défini par le Groupe Lexibook conformément aux dispositions et principes introduits par la norme IAS 39.

#### Evaluation et comptabilisation

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est déterminée sur la base de prix cotés et de données de marché, disponibles auprès de contributeurs externes. Le Groupe Lexibook peut également faire référence à des transactions récentes comparables ou utiliser une valorisation fondée sur des modèles internes reconnus par les intervenants sur le marché et intégrant des données directement dérivées de données observables telles que des cotations de gré à gré.

La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sauf lorsqu'ils sont désignés comme instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net. Dans ce dernier cas, les variations de valeur des instruments de couverture sont comptabilisées directement en capitaux propres, hors part inefficace des couvertures.

#### Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Le Groupe Lexibook utilise des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change

Les critères retenus par le Groupe Lexibook pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- (1) l'opération de couverture doit couvrir les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie imputables au risque couvert et l'efficacité de la couverture (représentant le niveau de compensation des variations de valeur de l'instrument de couverture avec celles de l'élément couvert ou de la transaction future) se situe dans une fourchette comprise entre 80% et 125% ;
- (2) en ce qui concerne les opérations de couverture de flux de trésorerie, la transaction future, objet de la couverture, doit être hautement probable ;
- (3) l'efficacité de la couverture est déterminée de manière fiable ;
- (4) l'opération de couverture est étayée par une documentation adéquate dès sa mise en place.

Le Groupe Lexibook applique la couverture de flux de trésorerie.

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables où les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

Le Groupe Lexibook n'applique pas la couverture de juste valeur et la couverture d'un investissement net.

La relation de couverture prend fin dès lors que :

- un instrument dérivé cesse d'être un instrument de couverture efficace ;
- un instrument dérivé échoit, est vendu, annulé ou exercé ;

- l'élément couvert est arrivé à échéance, a été vendu ou remboursé ;
- une transaction future n'est plus considérée comme hautement probable.

Seuls les instruments dérivés externes au Groupe Lexibook étant réputés éligibles à la comptabilité de couverture, les résultats relatifs aux instruments dérivés internes sont éliminés dans les comptes consolidés. Toutefois, dans le cadre d'une relation de couverture initiée au moyen de dérivés internes au Groupe Lexibook, la comptabilité de couverture s'applique s'il est démontré que les instruments dérivés internes donnent lieu à un retournement à l'extérieur du Groupe Lexibook.

#### Instruments financiers dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture. Les variations de la juste valeur d'instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat en « Autres profits (pertes) – net ».

### Note 4 – Variation du périmètre de consolidation

La filiale Polonaise, liquidée le 31 décembre 2010, ne fait plus partie du périmètre. Les filiales Anglaise, Portugaise, Allemande et italienne sont en cours de liquidation. Leurs actifs et passifs sont présentés, conformément à la norme IFRS 5, sous les rubriques « Actifs destinés à être cédés », « Passifs liés à des actifs destinés à être cédés » et « Produits (Charges) des activités abandonnées ».

### Note 5 – Immobilisations incorporelles

Flux d'immobilisations incorporelles en €				Autres Variations	Ecart de conversion	30/09/2011
	31/03/2011	Augmentation	Diminution			
Frais de recherche et développement	3 035 723	213 001			166 157	3 414 881
Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail)	11 087 814			-245 021	21	10 842 814
Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	0					0
Ecart d'acquisition	103 565					103 565
Autres immobilisations incorporelles	482 232			-22 428		459 804
<b>TOTAL</b>	<b>14 709 334</b>	<b>213 001</b>	<b>0</b>	<b>-267 449</b>	<b>166 178</b>	<b>14 821 064</b>

Flux d'amortissements des immobilisations incorporelles en €				Autres Variations	Ecart de conversion	30/09/2011
	31/03/2011	Augmentation	Diminution			
Amort / Frais de recherche et développement	1 045 294	607 563			86 731	1 739 588
Amort / Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail)	8 236 704	959 580	-127 295	-195 000	20	8 874 009
Amort / Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	0					0
Amort / Ecart d'acquisition	103 565					103 565
Amort / Autres immobilisations incorporelles	90 082	16 718	-10 534			96 266
<b>TOTAL</b>	<b>9 475 645</b>	<b>1 583 861</b>	<b>-137 829</b>	<b>-195 000</b>	<b>86 751</b>	<b>10 813 428</b>

Valeur nette des immobilisations incorporelles en €				Autres Variations	Ecart de conversion	30/09/2011
	31/03/2011	Augmentation	Diminution			
Frais de recherche et développement	1 990 429		394 562		79 425	1 675 292
Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail) (1)	2 851 110		832 285	-50 021	1	1 968 805
Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	0	0	0	0		0
Ecart d'acquisition	0	0	0			0
Autres immobilisations incorporelles (2)	392 150		6 184	-22 428		363 538
<b>TOTAL</b>	<b>5 233 689</b>	<b>0</b>	<b>1 233 031</b>	<b>-72 449</b>	<b>79 426</b>	<b>4 007 635</b>

dont 1 968 265 € liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de l'activation de ces minimas garantis en autres dettes d'exploitation part courante (1 642 722 euros – cf note 17.2) et en autres dettes d'exploitation part non courante (920 733 euros – cf note 17.3)  
dont 371 699 € liés aux « Assets purchases Credit » évoqués en 3.3

Les quatre licences principales au 30 septembre 2011 sont MATTEL, MARVEL, FERRARI et DISNEY. Ces licences représentent plus de 90% du poste net. Les durées de concessions de ces licences sont en moyenne de 5 ans

## Note 6 – Immobilisations corporelles

Flux d'immobilisations corporelles en €	31/03/2011	Augmentation	Diminution	Ecarts de conversion	30/09/2011
Installations tech, mat et outillages ind.	327 256	14 114		8 833	350 203
Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-B)	680 364	3 292	-25 224	20	658 452
Autres immobilisations corporelles (Crédit-Bail)	1 024 500				1 024 500
Immobilisations corporelles en cours	0				0
<b>TOTAL</b>	<b>2 032 120</b>	<b>17 406</b>	<b>-25 224</b>	<b>8 853</b>	<b>2 033 155</b>

Flux d'amortissements des immobilisations corporelles en €	31/03/2011	Augmentation	Diminution	Ecarts de conversion	30/09/2011
Amort / Installations tech, mat et outillages ind.	271 199	13 516		5 953	290 668
Amort / Autres immobilisations corporelles (Hors	553 655	32 404	-21 862	20	564 217
Amort / Autres immobilisations corporelles (Crédi	825 292	42 688			867 980
Amort / Immobilisations corporelles en cours	0				0
<b>TOTAL</b>	<b>1 650 146</b>	<b>88 608</b>	<b>-21 862</b>	<b>5 973</b>	<b>1 722 865</b>

Valeur nette des immobilisations corporelles en €	31/03/2011	Augmentation	Diminution	Ecarts de conversion	30/09/2011
Installations tech, mat et outillages ind.	56 057		-598	2 880	59 535
Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-B	126 709		32 474	0	94 235
Autres immobilisations corporelles (Crédit-Bail)	199 208		42 688		156 520
Immobilisations corporelles en cours	0				0
<b>TOTAL</b>	<b>381 974</b>	<b>0</b>	<b>74 564</b>	<b>2 880</b>	<b>310 290</b>

## Note 7 – Immobilisations financières

Immobilisations financières en €	31/03/2011	Augmen - tation	Diminu - tion	Ecarts de conversion	30/09/2011
Créances rattachées à participations	0				0
Dépôts et cautionnements	120 303	1 932 483	-1 935 504	3 413	120 695
<b>TOTAL</b>	<b>120 303</b>	<b>1 932 483</b>	<b>-1 935 504</b>	<b>3 413</b>	<b>120 695</b>

Provisions sur immobilisations financières en €	31/03/2011	Augmen - tation	Diminu - tion	Ecarts de conversion	30/09/2011
Créances rattachées à participations	0				0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>				<b>0</b>

Immobilisations financières nettes en €	31/03/2011	Augmen - tation	Diminu - tion	Ecarts de conversion	30/09/2011
Créances rattachées à participations (1)	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	120 303	1 932 483	-1 935 504	3 413	120 695
<b>TOTAL</b>	<b>120 303</b>	<b>1 932 483</b>	<b>-1 935 504</b>	<b>3 413</b>	<b>120 695</b>



## Note 8 – Stocks

Stocks en €	Valeur brute 30/09/2011	Depreciation	Valeur nette 30/09/2011	Valeur nette 31/03/2011
Marchandises	12 514 589	1 180 032	11 334 557	5 823 744
<b>TOTAL</b>	<b>12 514 589</b>	<b>1 180 032</b>	<b>11 334 557</b>	<b>5 823 744</b>

## Note 9 – Créances d'exploitation

Créances d'exploitation en €	Valeur brute 30/09/2011	Dépréciations	Valeur nette 30/09/2011	Valeur nette 31/03/2011
Clients	17 513 296	625 264	16 888 032	5 073 331
Charges constatées d'avance (1)	1 849 187		1 849 187	1 242 447
Avances et acomptes versés (2)	3 905 891		3 905 891	2 877 530
<b>TOTAL</b>	<b>23 268 374</b>	<b>625 264</b>	<b>22 643 110</b>	<b>9 193 308</b>

- (1) Dont 1 430 286 euros liés aux minima garantis des licences qui sont concédées à l'entreprise  
(2) Dont 3 820 496 euros liés au retraitement (réserves) de l'affacturage indiquée en note 3.6

Créances d'exploitation par devise d'origine	USD	GBP	HKD	EUROS	TOTAL
Clients	4 030 124	821 377	0	12 036 531	16 888 032
Charges constatées d'avance			314 516	1 534 671	1 849 187
Avances et acomptes versés	5 003	101 457	73 021	3 726 410	3 905 891
<b>TOTAL</b>	<b>4 035 127</b>	<b>922 834</b>	<b>387 537</b>	<b>17 297 612</b>	<b>22 643 110</b>

Créances d'exploitation par échéance	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Clients	9 375 959	6 007 912	1 459 535	44 626	16 888 032
Charges constatées d'avance	154 099	308 198	1 386 890		1 849 187
Avances et acomptes versés	1 010 628	1 158 105	1 737 158		3 905 891
<b>TOTAL</b>	<b>10 540 686</b>	<b>7 474 215</b>	<b>4 583 583</b>	<b>44 626</b>	<b>22 643 110</b>

## Note 10 – Autres créances d'exploitation

Autres créances d'exploitation en €	30/09/2011	31/03/2011
Créances au personnel et comptes rattachés	23 242	14 683
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques	578 961	634 251
Comptes courants actifs		
Autres débiteurs courants	244 490	113 766
<b>TOTAL</b>	<b>846 693</b>	<b>762 700</b>

<b>Autres créances d'exploitation par devise d'origine</b>	<b>USD</b>	<b>GBP</b>	<b>HKD</b>	<b>EUROS</b>	<b>TOTAL</b>
Créances au personnel et comptes rattachés				23 242	23 242
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques			31 573	547 388	578 961
Comptes courants actifs					0
Autres débiteurs courants	370			244 120	244 490
<b>TOTAL</b>	<b>370</b>	<b>0</b>	<b>31 573</b>	<b>814 750</b>	<b>846 693</b>

<b>Autres créances d'exploitation par échéance</b>	<b>-1mois</b>	<b>De 1 à 3 mois</b>	<b>De 3 à 12 mois</b>	<b>+1 an</b>	<b>TOTAL</b>
Créances au personnel et comptes rattachés	23 242				23 242
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques	143 812	287 623	147 526		578 961
Comptes courants actifs					0
Autres débiteurs courants	244 490				244 490
<b>TOTAL</b>	<b>411 544</b>	<b>287 623</b>	<b>147 526</b>	<b>0</b>	<b>846 693</b>

## Note 11 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie en €</b>	<b>30/09/2011</b>	<b>31/03/2011</b>
Valeurs mobilières de placement		
Banques, établissements financiers et assimilés	5 323 974	1 653 433
<b>TOTAL</b>	<b>5 323 974</b>	<b>1 653 433</b>

Du fait de la présentation en IFRS 5 des filiales Anglaise, Portugaise, Italienne et Allemande, la trésorerie à été réduite de 26 K€

<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie par devise d'origine</b>	<b>USD</b>	<b>GBP</b>	<b>HKD</b>	<b>EURO</b>	<b>TOTAL</b>
Valeurs mobilières de placement					
Banques, établissements financiers et assimilés	3 910 965	4 519	5 150	1 403 340	5 323 974
<b>TOTAL</b>	<b>3 910 965</b>	<b>4 519</b>	<b>5 150</b>	<b>1 403 340</b>	<b>5 323 974</b>

## Note 12 – Capitaux propres

### 12.1 Ecart de conversion

Les écarts de conversion proviennent des filiales situées à Hong Kong, en Angleterre, et aux USA.

### 12.2 Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

Au 30 septembre 2011, le Groupe dispose de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions. Ces plans ont les caractéristiques suivantes :

	<b>Plan N°1</b>	<b>Plan N°2</b>
<b>Date d'assemblée</b>	15-juin-99	27-juin-00
<b>Date du Conseil d'Administration</b>	16-juin-99	28-juin-00
<b>Nombre total d'actions pouvant être souscrites</b>	1 000	2 400
dont :		
- nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées par le Comité de Direction	1 000	1 500
- nombre de dirigeants concernés	2	2
<b>Point de départ d'exercice des options</b>	17-juin-2004	29-juin-2005
<b>Date d'expiration</b>	16-juin-2019	28-juin-2020
<b>Prix de souscription</b>	19,01 €	18,69 €
<b>Nombre d'actions souscrites au 30/09/2011</b>	0	0
<b>Personnes concernées :</b>	<b>2</b>	<b>6</b>
dont :		
- Membres du Comité de Direction	2	3
- Direction des Achats et de la Logistique		1
- Direction Commerciale		
- Direction Financière		1
- Direction du Marketing et du Développement		1

La possibilité d'exercice des options du Plan N°2 est ouverte depuis le 29 juin 2005.

En application de la norme IFRS 2 sur les rémunérations en actions ou liées aux actions, les plans octroyés ont fait l'objet d'une valorisation spécifique au bilan du Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Ce mode de rémunération est décrit en note 3.10.

Le nombre d'options d'acquisition d'actions restant à exercer à la clôture est de 3 400.

## Note 13 – Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

<b>Résultat net par action</b>	<b>30/09/2011</b>	<b>30/09/2010</b>	<b>30/09/2009</b>
Résultat net part du Groupe en €	1 702 981	1 279 232	-2 013 663
Nombre d'actions en circulation	3 800 047	1 102 228	1 102 228
Résultat en euros par action	0,45	1,16	-1,83

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante.

<b>Résultat net dilué par action</b>	<b>30/09/2011</b>	<b>30/09/2010</b>	<b>30/09/2009</b>
Résultat net part du Groupe en €	1 702 981	1 279 232	-2 013 663
Nombre d'actions et instruments dilutifs en circulation	3 802 547	1 105 628	1 105 628
Résultat dilué en euros par action	0,45	1,16	-1,82

## Note 14 – Dettes financières

<b>Dettes financières en €</b>	<b>30/09/2011</b>	<b>31/03/2011</b>
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	3 990 629	4 362 789
Intérêts courus sur emprunts	32 727	33 750
Autres emprunts et dettes assimilées (2)	15 289 071	6 991 659
<b>Total</b>	<b>19 312 427</b>	<b>11 388 198</b>

(1) Dont 890 177 € liés à l'emprunt obligataire convertible en actions, 2 940 000 € de crédit moyen terme, et 160 452 € de crédit baux.

(2) Dont 6 407 149 € de concours bancaires et 8 881 922 € liés à l'affacturage.

### 14.1 Analyse par devise

<b>Dettes financières 30-09-2011 par devises d'origine</b>	<b>Emprunts auprès des ets de crédit</b>	<b>Intérêts courus sur emprunts</b>	<b>Autres emprunts et dettes assimilées</b>	<b>Total</b>
EUR	3 990 629	32 727	10 904 425	14 927 781
USD			4 340 333	4 340 333
HKD			44 313	44 313
GBP				0
<b>Total</b>	<b>3 990 629</b>	<b>32 727</b>	<b>15 289 071</b>	<b>19 312 427</b>

## 14.2 Analyse par échéances

Dettes financières en € 31 mars 2011	Total	1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit (1) (2)	4 362 789	874 661	3 488 128	
Intérêts courus sur emprunts	33 750	33 750		
Autres emprunts et dettes assimilées (3)	6 991 659	6 991 659		
<b>Total</b>	<b>11 388 198</b>	<b>7 900 070</b>	<b>3 488 128</b>	<b>0</b>

Dettes financières en € 30 septembre 2011	Total	1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit (1) (2)	3 990 629	875 244	3 115 385	
Intérêts courus sur emprunts	32 727	32 727		
Autres emprunts et dettes assimilées (3)	15 289 071	15 289 071		
<b>Total</b>	<b>19 312 427</b>	<b>16 197 042</b>	<b>3 115 385</b>	<b>0</b>

## 14.3 Ventilation taux fixe – taux variable

Ventilation de la dette par nature de taux	30/09/2011	30/09/2010
Taux fixe	890 177	768 151
Taux variable	18 422 250	15 454 323
<b>Total</b>	<b>19 312 427</b>	<b>16 222 474</b>

## Note 15 – Provisions pour pensions et avantages assimilés

Les pensions et indemnités dues aux salariés lors de leur départ en retraite sont constatées dans le compte de résultat au moment de leur versement.

La méthode d'évaluation des engagements sociaux retenue est la méthode des unités de crédit projetées, préconisée par la norme IAS 39 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

Cette approche équivaut à reconnaître, à la date de calcul, un engagement égal à la valeur actuelle probable des prestations futures estimées multipliée par le rapport entre l'ancienneté à la date de calcul et la date de départ en retraite. Implicitement, cela revient à considérer que l'engagement se constitue au prorata de l'ancienneté. En conséquence, le calcul des prestations futures est effectué en fonction de l'ancienneté et du salaire estimé au jour du versement de la prestation (fin de carrière).

Le salaire est projeté jusqu'à la date de départ en retraite de la façon suivante :

Salaire en fin de carrière = Salaire en date de calcul \* (1+ Taux de revalorisation du salaire)<sup>durée restante</sup>

Puis sont calculés les droits au terme et sont appliquées deux probabilités : une de survie et une de présence (id. non sortie par licenciement ou démission).

Enfin, un prorata (Ancienneté à la date de calcul / Ancienneté à échéance) et un facteur d'actualisation multiplient le résultat obtenu.

Les principales hypothèses retenues sont : retraite à 67 ans (départ volontaire), taux d'inflation de 2%, Turn-over de 15,58% et taux d'actualisation de 2,65% (taux actuariel de l'OAT 10 ans septembre 2021).

Le montant des engagements au 30 septembre 2011 est de 45 408 € contre 33 068 € au 31 mars 2011.

## Note 16 – Autres provisions

Provisions pour autres risques en €	30/09/2011	31/03/2011
Provisions pour restructurations (1)	34 777	44 571
Provisions pour impôts		
Provisions pour autres risques	103 015	90 675
<b>TOTAL</b>	<b>137 792</b>	<b>135 246</b>

- (1) Du fait de la présentation en IFRS 5 de nos filiales Anglaise, Portugaise, Italienne et Allemande, 79 156 € de provision restructuration est présentée sur la ligne « Passif – Activités cédées 3 ». Le total de la provision restructuration présentée dans nos comptes sur deux postes différents est donc de 113 933 €  
Dont provision pour coûts sociaux 84 503 € et autres coûts pour 29 430 €

## Note 17 – Dettes d'exploitation

### 17-1 Dettes d'exploitation

Dettes d'exploitation en €	30/09/2011	31/03/2011
Fournisseurs	15 521 078	3 002 437
Avances et acomptes reçus	1 794 130	1 761 365
Produits constatés d'avance	9 090	15 908
<b>TOTAL</b>	<b>17 324 298</b>	<b>4 779 710</b>

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
<b>Dettes d'exploitation par devise d'origine</b>					
Fournisseurs	10 046 625	147 428	314 947	5 012 078	15 521 078
Avances et acomptes reçus	260 751			1 533 379	1 794 130
Produits constatés d'avance				9 090	9 090
<b>TOTAL</b>	<b>10 307 376</b>	<b>147 428</b>	<b>314 947</b>	<b>6 554 547</b>	<b>17 324 298</b>

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
<b>Dettes d'exploitation par échéance</b>					
Fournisseurs	8 814 576	6 411 322	295 180		15 521 078
Avances et acomptes reçus	511 126	1 283 004			1 794 130
Produits constatés d'avance	1 136	2 272	5 682		9 090
<b>TOTAL</b>	<b>9 326 838</b>	<b>7 696 598</b>	<b>300 862</b>	<b>0</b>	<b>17 324 298</b>

### 17-2 Autres dettes d'exploitation – Part courante

Autres dettes d'exploitation en € - Part courante	30/09/2011	31/03/2011
Dettes au personnel et comptes rattachés	346 331	455 358
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques	359 243	106 500
Autres créditeurs - Courant	822	73 096
Fournisseurs d'immobilisations (1)	1 642 722	1 523 513
<b>TOTAL</b>	<b>2 349 118</b>	<b>2 158 467</b>

En totalité liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de cette dette en immobilisations incorporelles, cf note 5.

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
<b>Autres dettes d'exploitation par devise d'origine- part courante</b>					
Dettes au personnel et comptes rattachés				346 331	346 331
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques				359 243	359 243
Autres créiteurs - Courant	822				822
Fournisseurs d'immobilisations				1 642 722	1 642 722
<b>TOTAL</b>	<b>822</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 348 296</b>	<b>2 349 118</b>

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
<b>Autres dettes d'exploitation par échéance- part courante</b>					
Dettes au personnel et comptes rattachés	115 444	230 887			346 331
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques	119 748	239 495			359 243
Autres créiteurs - Courant	822				822
Fournisseurs d'immobilisations	136 894	273 787	1 232 042		1 642 722
<b>TOTAL</b>	<b>372 907</b>	<b>744 170</b>	<b>1 232 042</b>	<b>0</b>	<b>2 349 118</b>

### 17-3 Autres dettes d'exploitation – Part non courante

<b>Autres dettes d'exploitation en € - Part non courante</b>	<b>30/09/2011</b>	<b>31/03/2011</b>
Comptes courants créditeurs	28 154	27 582
Fournisseurs d'immobilisations (1)	920 733	1 714 571
<b>TOTAL</b>	<b>948 887</b>	<b>1 742 153</b>

En totalité liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de cette dette en immobilisations incorporelles, cf note 5.

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
<b>Autres dettes d'exploitation par devise d'origine- part non courante</b>					
Comptes courants créditeurs				28 154	28 154
Fournisseurs d'immobilisations				920 733	920 733
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>948 887</b>	<b>948 887</b>

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
<b>Autres dettes d'exploitation par échéance - part non courante</b>					
Comptes courants créditeurs			28 154		28 154
Fournisseurs d'immobilisations				920 733	920 733
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>28 154</b>	<b>920 733</b>	<b>948 887</b>

## Note 18 – Charges de personnel

<b>Charges de personnel en €</b>	<b>30/09/2011</b>	<b>30/09/2010</b>
Salaires	1 631 917	1 808 040
Charges sociales	449 512	478 265
Autres charges de personnel	51 451	76 115
<b>TOTAL</b>	<b>2 132 880</b>	<b>2 362 420</b>

## Note 19 – Résultat financier net

	30/09/2011	30/09/2010
<b>Coût de l'endettement net (produits / charges)</b>		
Intérêts provenant de prêts		0
Charges d'intérêts	-297 161	-350 141
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>-297 161</b>	<b>-350 141</b>
<b>Autres produits et charges financiers</b>		
Dividendes		0
Produits des autres immobilisations financières		
Produits des placements		0
Gains de change	1 908 254	1 274 314
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0
Autres produits financiers	580	419 165
Transfert de charges financières		
Pertes de change	-2 392 402	-430 554
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0
Autres charges financières	-38 019	-31 311
Revalorisation d'instruments financiers à juste valeur	456 214	-548 327
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>-65 373</b>	<b>683 287</b>
<b>Variation nette des dotations et reprises de provisions financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-362 534</b>	<b>333 146</b>

Au 30 septembre 2011, l'enregistrement des produits dérivés dans le bilan à la valeur de marché s'est traduit par un gain de 456 214 €. Le résultat de la revalorisation de l'emprunt obligataire se traduit par une perte de 65 026 €.

## Note 20 – Impôts sur les résultats

### 20.1 Charge d'impôts

Le groupe a considéré que les conditions de reconnaissances d'un nouvel actif d'impôt différé n'étaient pas réunies.

Analyse de la charge d'impôts :

Charge d'impôts en €	30/09/2011	30/09/2010
Impôts courants	-10 248	-1 732
Impôts différés	-440 343	-164 727
<b>Total</b>	<b>-450 591</b>	<b>-166 459</b>

Rapprochement entre la charge d'impôts et résultat avant impôts :

En €	30/09/2011	30/09/2010
Résultat Net Part du Groupe	1 702 981	1 279 232
Intérêts minoritaires dans le résultat		
Charge d'impôt de la période	-450 591	-166 459
Résultat taxable	2 153 572	1 445 691
Taux d'imposition théorique de la société mère	33,33%	33,33%
(Charge) produit d'impôt théorique	-717 786	-481 849
Différences temporaires		
Différences permanentes		
Déficits fiscaux non activés	-259 673	-356 381
Imputation des déficits reportables		69 329
Différentiel de taux d'imposition	418 259	233 877
Autres éléments	108 609	368 565
Produit d'impôt	-450 591	-166 459
Taux facial de l'impôt groupe	-20,92%	-11,51%

## 20.2 Impôts différés

Nature des soldes d'impôts différés au 30/09/11 :

En €	30/09/2011	31/03/2011
<b>Impôts différés actifs</b>		
Sur décalages fiscaux temporaires	879 926	
Sur retraitement de consolidation	146 555	1 262 978
<b>Total</b>	<b>1 026 481</b>	<b>1 262 978</b>
<b>Impôts différés passifs</b>		
Sur décalages fiscaux temporaires	159 334	
Sur retraitement de consolidation		
<b>Total</b>	<b>159 334</b>	<b>0</b>

Origine des impôts différés actifs et passifs :

En €	Actifs	Passifs	Net	Net
	30/09/2011	30/09/2011	30/09/2011	31/03/2011
Immobilisations incorporelles	100 527		100 527	-15 414
Immobilisations corporelles	1310		1 310	2 142
Stocks			0	0
Instruments financiers		67 371	-67 371	167 661
Autres actifs	50 898		50 898	17 918
Provisions	15 135		15 135	69 543
Autres passifs	129 424	203 257	-73 833	-224 930
Reports fiscaux déficitaires	878 531	38 050	840 481	1 246 058
Actifs (Passifs) d'impôts différés nets	-149 344	-149 344	0	0
Impôts différés actifs au bilan	1 026 481		1 026 481	1 262 978
Impôts différés passifs au bilan		159 334	-159 334	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 026 481</b>	<b>159 334</b>	<b>867 147</b>	<b>1 262 978</b>

Compte tenu de la nouvelle répartition des résultats qui ne concernent plus que les sociétés France et Hong Kong et des taux d'imposition respectifs (17.5% et 33.3%), le groupe peut raisonnablement penser que les déficits antérieurs activés pourront être imputés sur les exercices à venir.

Au 30 septembre 2011, le Groupe dispose de reports fiscaux déficitaires non utilisés et non activés dont l'échéance se répartit comme suit :



Maturité des déficits reportables €	Lexibook U.K.	Lexibook Iberica	Lexibook France	Lexibook Italia	Lexibook Electronica	TOTAL
31/03/2013					416 289	416 289
31/03/2014					321 459	321 459
31/03/2015					247 792	247 792
Illimité	3 796 661	785 147	2 608 261	1 552 953		8 743 022
TOTAL	3 796 661	785 147	2 608 261	1 552 953	985 540	9 728 562

## Note 21 – Transactions avec les parties liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec des sociétés non consolidées. Les transactions se font au prix du marché.

### 21.1 Achats et ventes de biens et services

En €	30/09/2011	30/09/2010
Locations	110 690	110 690
Charges locatives	14 400	18 000
<b>Total</b>	<b>125 090</b>	<b>128 690</b>

### 21.2 Rémunération des mandataires sociaux

Rémunération en €	30/09/2011	30/09/2010
Avantages à court terme partie fixe	109 800	109 800
Avantages à court terme partie variable	20 000	0
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme	10 774	10 774
Indemnités de fin de contrat de travail		0
paiements en action		0
<b>Total</b>	<b>140 574</b>	<b>120 574</b>

## Note 22 – Engagements donnés et reçus

### 22.1 Engagements donnés

Lexibook dispose, au 30 septembre 2011, d'engagements d'achat à terme de 8 221 850 dollars US à un cours moyen de 1.4146 dollars par euro. Cet engagement fait l'objet d'une valorisation à la juste valeur comme indiquée Note 28.

Lexibook s'est portée caution auprès de ses partenaires bancaires pour que des « stand-by letter of credit » soient ouvertes au profit de la filiale de Hong Kong, et ce pour 11 300 000 dollars US convertis au cours de clôture de 1,3503 dollars par euro.

Par ailleurs, Lexibook s'est portée caution auprès de la banque HSBC afin que celle-ci accorde à Lexibook Hong Kong une convention de facilité bancaire à hauteur de 35 200 000 dollars hong kongais convertis au cours de 10,5213.

Lexibook a signé deux garanties à première demande, en faveur de COFACREDIT, en garantie des contrats d'affacturage conclus par ses filiales :

- LEXIBOOK UK Limited pour 350 000 livres sterling ;
- LEXIBOOK IBERICA pour 1 250 000 euros.

Les contrats signés avec les sociétés FactoFrance et Cofacredit, respectivement pour le financement de l'activité domestique et de l'activité export, prévoient :

<b>Caractéristiques</b>	<b>France - 1</b>	<b>France - 2</b>
<b>Réserves</b>	18%	22%
<b>Retenue de garantie</b>	15%	15%
<b>Commission d'affacturage</b>	0.49%	0.27%
<b>Commission d'anticipation</b>	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,6 points	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 1,2 points

Au 30 septembre 2011 les créances brutes cédées auprès du factor s'élevaient à 8 881 922 € (6 629 339 € auprès de GE Commercial Finance et 2 252 583 € auprès de la Cofacredit).

Il n'y a pas d'effets escomptés non échus au 30 septembre 2011.

Lexibook SA a un engagement au 30 septembre 2011 sur les lignes « CREDOC » accordées par les banques et utilisées pour financer les achats de marchandise pour un montant de 9 998 108 USD, soit 7 404 361 € au cours de clôture de 1.3503.

Dans le cadre de la mise en place du crédit moyen terme de 3,92 M€, un nantissement a été consenti sur le fonds de commerce et les marques conformément à l'accord de conciliation en date du 26 avril 2010.

- La ligne « New Money » fait l'objet d'un gage sur stock à hauteur de 3,5 M€ jusqu'à son remboursement intégral le 30 novembre 2011. Remboursement réalisé à la date du rapport.
- La BRED bénéficie d'un gage sur stock à hauteur de 2.5 fois le financement utilisé. Au 30 septembre, le financement s'élevant à 1 000 K€, le gage sur stock s'élève à 2 500 K€. Ce nantissement est à échéance au 30 novembre 2011.

## **22.2 Engagements reçus**

- Garantie Oséo à hauteur de 1 500 K€ dans le cadre de la mise en place de la ligne « new money »
- Garantie Oséo à hauteur de 70 % dans le cadre de la mise en place du crédit moyen terme de 3,92 M€.

## Note 23 – Informations sectorielles

Conformément aux règles de management et au reporting interne du Groupe, les informations sectorielles sont présentées par activités, suivant la méthode de distribution des produits vendus puis par zones géographiques.

### 23.1 Informations par activités

30 SEPTEMBRE 2011 (€)	CANAL DE DISTRIBUTION 1 (1)	CANAL DE DISTRIBUTION 2 (1)	TOTAL
Chiffre d'affaires net	7 077 124	15 578 315	22 655 439
Autres produits courants	46 575	118 875	165 450
<b>Produits d'exploitation (I)</b>	<b>7 123 699</b>	<b>15 697 190</b>	<b>22 820 889</b>
Coûts d'achat des produits vendus	-3 750 265	-8 167 203	-11 917 468
Dépenses de personnel	-228 550	-1 904 330	-2 132 880
Services Extérieurs	-418 378	-3 597 626	-4 016 004
Taxes (hors impôt société)		-103 900	-103 900
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-105 158	-1 440 036	-1 545 194
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	0	-89 663	-89 663
Autres produits et charges d'exploitation	-21 947	-453 747	-475 694
<b>Charges d'exploitation (II)</b>	<b>-4 524 298</b>	<b>-15 756 505</b>	<b>-20 280 803</b>
			0
<b>Résultat d'exploitation (III = I + II)</b>	<b>2 599 401</b>	<b>-59 315</b>	<b>2 540 086</b>
			0
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>5 135 488</b>	<b>40 980 940</b>	<b>46 116 428</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	0	230 407	230 407
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>5 135 488</b>	<b>40 980 940</b>	<b>46 116 428</b>

Le canal de distribution 1 (FOB) correspond aux ventes dont le départ est le lieu de production. Le client prend la disposition des marchandises sur le lieu de production.

Le canal de distribution 2 (NON FOB) correspond à une prestation complète. Lexibook prend à sa charge toute la gestion de la chaîne logistique.

30 SEPTEMBRE 2010 (€)	CANAL DE DISTRIBUTION 1 (1)	CANAL DE DISTRIBUTION 2 (1)	TOTAL
Chiffre d'affaires net	12 441 920	8 189 921	20 631 841
Autres produits courants	65 289	92 928	158 217
<b>Produits d'exploitation (I)</b>	<b>12 507 209</b>	<b>8 282 849</b>	<b>20 790 058</b>
Coûts d'achat des produits vendus	-8 828 008	-2 649 290	-11 477 298
Dépenses de personnel	-343 125	-2 019 295	-2 362 420
Services Extérieurs	-1 712 813	-1 929 170	-3 641 983
Taxes (hors impôt société)		-124 667	-124 667
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-261 562	-1 798 009	-2 059 571
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	0	476 603	476 603
Autres produits et charges d'exploitation	-91 760	-395 580	-487 340
<b>Charges d'exploitation (II)</b>	<b>-11 237 268</b>	<b>-8 439 408</b>	<b>-19 676 676</b>
			0
<b>Résultat d'exploitation (III = I + II)</b>	<b>1 269 941</b>	<b>-156 559</b>	<b>1 113 382</b>
			0
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>6 626 239</b>	<b>33 959 626</b>	<b>40 585 865</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	0	1 362 175	1 362 175
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>6 626 239</b>	<b>33 959 626</b>	<b>40 585 865</b>

## 23.2 Informations par zone géographique (destination finale)

30 SEPTEMBRE 2011 (en €)	France	Europe (hors France)	Reste du Monde	TOTAL
Chiffre d'affaires net	12 136 126	7 746 245	2 773 068	22 655 439
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 360 680</b>	<b>868 495</b>	<b>310 911</b>	<b>2 540 086</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>24 703 771</b>	<b>15 767 920</b>	<b>5 644 737</b>	<b>46 116 428</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	123 425	78 780	28 202	230 407

30 SEPTEMBRE 2010 (en €)	France	Europe (hors France)	Reste du Monde	TOTAL
Chiffre d'affaires net	8 810 094	9 664 028	2 157 719	20 631 841
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>475 430</b>	<b>521 512</b>	<b>116 440</b>	<b>1 113 382</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>17 330 750</b>	<b>19 010 564</b>	<b>4 244 551</b>	<b>40 585 865</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	581 668	638 048	142 459	1 362 175

## Note 24 – Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

### Emprunt Obligataire

Notre Obligataire s'est engagé à convertir un million d'euros en actions d'ici le 31 décembre 2011, avec une parité portée à 3.40 €, soit un nombre d'actions à émettre de 294 118 actions sous réserve de la reconduction pour le groupe Lexibook de ses lignes de crédit par les banques actuelles.

Le groupe Lexibook a donc anticipé sa discussion avec ses partenaires bancaires et devrait obtenir un accord dans les premières semaines de décembre. Dans le cadre de la clause de revoir prévu par le protocole signé le 24 janvier 2011, le groupe a sollicité la médiation nationale du crédit afin que soit étudiée le renouvellement des lignes bancaires pour son exercice 2012-2013. Deux réunions successives se sont tenues dans les locaux de la médiation les 7 et 15 novembre 2011 et la société est confiante sur un accord qui interviendrait avant la fin du mois de décembre 2011

L'impact sur les comptes de la société mère de cette conversion sera une augmentation des capitaux propres de 1 M€ contre une baisse de l'endettement moyen terme du même montant.

Pour les comptes consolidés, la dette initiale de 1.5 M€ ayant été revalorisée au 31 mars 2011, suite à l'accord du 26/04/2010 actant du report du terme fixé ainsi au 26 avril 2015 et de la non rémunération de cet emprunt obligataire, figure dans les comptes au 30/09/2011 pour une valeur de 890 177 €.

Sans cette conversion annoncée, le groupe Lexibook aurait reconstituée la dette financière chaque année afin de la porter à 1.5 M€ au 26/04/2015 ce qui aurait engendrée une charge financière de 609 K€ étalée sur les exercices futurs jusqu'au terme.

Dans le cas où la conversion se fait avant le 31 décembre 2011, le groupe Lexibook sera amené à porter sa dette financière à hauteur de 1 M€ et à continuer de reconstituer sa dette pour les 0.5 M€ restants.

L'impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011 serait :

- 1 - Une augmentation des Capitaux propres avant résultat de 1 M€
- 2 – Une charge financière de 482 K€ (321 K€ net d'impôt différé) au lieu de 98 K€ (65 K€ net d'impôt différé) en cas de non conversion (Cet impact ne générera pas de sortie de cash)
- 3 – Une dette financière portée à 308 K€ au lieu de 923 K€ en cas de non conversion

## Note 25 – Liste des sociétés du Groupe

Liste des filiales et participations en €	Capital	% de détention	Capitaux propres (hors capital)	Valeur brute des titres au 30/09/2011	Valeur nette des titres au 30/09/2011	Prêts / dettes Net	Cautions et avals accordés (1)	Chiffre d'affaires 30/09/2011	Résultat net 30/09/2011	Dividendes versés (-), reçus (+)
<b>A. Filiales détenues à plus de 50%</b>										
Lexibook Hong Kong Limited	47 525	99,9%	1 551 754	236 340	236 340	-5 466 219	11 714 105	21 365 795	2 630 458	
Lexibook Iberica SL	153 104	99,9%	-693 553	153 014		1 111 935		102 715	-266 853	
Lexibook Electronica LDA	150 000	99,9%	-1 357 077	149 918	0	1 361 245		-316	-114 490	
Lexibook UK	542 804	98,9%	-2 671 976	731 904		1 974 363		2 906	60 291	
Lexibook Italia	10 400	100,0%	-434 795	20 228		386 681		656	2 857	
Lexibook USA	370	100,0%	-165 318	399		0		19 553	-136 633	
Lexibook Germany	25 000	100,0%	42 369	25 000	25 000	-69 237		0	-6 330	

(1) 11 300 000 USD convertis au cours de clôture de 1,3503 et 35 200 000 HKD convertis au cours de clôture de 10.5213.

NB : Les montants en devises étrangères exprimés en euros dans ce tableau ont été convertis au cours de clôture pour les éléments du bilan et au cours moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat.

## Note 26 – Actifs et Passifs financiers courants et non courants

Les actifs et passifs financiers se répartissent entre courant et non courant de la manière suivante :

en €	30 septembre 2011			31 mars 2011		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts et dettes financières						
Juste valeur négative des dérivés de transaction		- 73 792	- 73 792		382 422	382 422
Juste valeur négative (+) ou positive (-) des dérivés de couverture		- 128 346	- 128 346		120 605	120 605
<b>Actifs (-) et Passifs (+) financiers</b>		<b>- 202 138</b>	<b>- 202 138</b>		<b>503 027</b>	<b>503 027</b>

La juste valeur des dérivés est majoritairement déterminée sur la base de prix cotés et de données de marché (voir note 3.15.1 Ab).

## Note 27 – Gestion des risques

Le groupe a procédé à une revue de ses risques et il considère qu'il n'y a pas d'autres risques hormis ceux présentés dans le paragraphe 4 du document de référence et repris dans ce document.

## Note 28 – Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés utilisés par le groupe sont essentiellement des couvertures de change. Au 30 septembre 2011, ces couvertures étaient matérialisées par des accumulateurs avec barrière désactivante à l'euro et des termes fermes. Les éléments contractuels des accumulateurs ne permettent pas de déterminer de façon certaine les accumulations possibles, nous les avons donc considérés comme non-efficaces et leur juste valeur a été portée directement en résultat, concernant les termes fermes, qui eux sont jugés efficaces, leur juste valeur a été portée en capitaux propres pour la partie efficace et en résultat pour la partie non efficace.

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs sont valorisées au coût historique amorti. Il en a été de même des dettes financières au 30 septembre 2011 et 31 mars 2011.

La juste valeur retenue repose sur un modèle de valorisation (celui de la banque) rapproché de paramètres observables à défaut de marché de cotation officiel pour les instruments de couverture

souscrits par le groupe au 30 septembre 2011 (contrats de change spécifiques avec accumulateurs et barrières désactivantes et termes fermes).

La comptabilité de couverture est appliquée en conformité avec les principes de la norme IAS 39 et concerne les dérivés en couverture de flux de trésorerie futurs.

### 28.1 Couverture de juste valeur

Non utilisée.

### 28.2 Couverture de flux de trésorerie

Le Groupe Lexibook applique la couverture de flux de trésorerie liés notamment aux prévisions d'achat de marchandises en devises.

### 28.3 Couverture d'investissements nets à l'étranger

Non utilisée

### 28.4 Impact des dérivés de couverture en capitaux propres

Ils sont classés en actifs (JV positive de l'instrument) ou passifs (JV négative de l'instrument) financiers à la juste valeur en contre partie des capitaux propres.

Au 30 septembre 2011, les variations de juste valeur des dérivés de couverture enregistrées en capitaux propres sur la période s'analysent comme suit :

en €	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres (1)	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres	Variations nettes de juste valeur reconnues en capitaux propres (1)	Inefficacité	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat (2)	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur transférées en résultat	Variations nettes de juste valeur transférées en résultat (2)
<b>Dérivés de couverture de :</b>							
Taux	Non utilisé						
Change	128 346	- 42 782	85 564				-
Investissement net à l'étranger	Non utilisé						
Matière première	Non utilisé						
<b>Dérivés de couverture</b>	128 346	- 42 782	85 564		-	-	-

(1) + / - Augmentation / Diminution des capitaux propres

(2) + / - Augmentation / Diminution du résultat

#### 28.4.1 Dérivés de couverture de taux

Non utilisés.

#### 28.4.2 Dérivés de couverture de change

Les éléments constitutifs des dérivés de couverture de change sont les suivants :

- Au 30 septembre 2011 :

en €	Notionnel à recevoir au 30 septembre 2011				Notionnel à livrer au 30 septembre 2011				Juste valeur
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	
Change à terme ferme	2 621 640			2 621 640				-	
Change à terme optionnel	3 467 266			3 467 266				-	
Swaps				-				-	
Dérivés de couverture	6 088 906	-	-	6 088 906	-	-	-	-	-

- Au 31 mars 2011 :

en €	Notionnel à recevoir au 31 mars 2011				Notionnel à livrer au 31 mars 2011				Juste valeur
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	
Change à terme ferme	3 498 275			3 498 275				-	
Change à terme optionnel	7 573 409			7 573 409				-	
Swaps				-				-	
Dérivés de couverture	11 071 684	-	-	11 071 684	-	-	-	-	-

#### 28.4.3 Couvertures de flux de trésorerie liées aux matières premières

Non utilisés.

## Note 29 – Instruments dérivés non comptabilisés en couverture

### 29.1.1 Dérivés de taux détenus à des fins de transaction

Non utilisés.

### 29.1.2 Dérivés de change détenus à des fins de transaction

Les éléments constitutifs des dérivés de change détenus à des fins de transaction se répartissent comme suit :

- Au 30 septembre 2011 :

en €	Notionnel à recevoir au 30 septembre 2011				Notionnel à livrer au 30 septembre 2011				Juste valeur
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	
Change à terme ferme	2 493 294			2 493 294				-	95 857
Change à terme optionnel	3 318 679			3 318 679				-	407 170
Swaps				-				-	
Instruments dérivés de couverture de change détenus à des fins de transaction	5 811 973	-	-	5 811 973	-	-	-	-	503 027

- Au 31 mars 2011 :

en €	Notionnel à recevoir au 31 mars 2011				Notionnel à livrer au 31 mars 2011				Juste valeur
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	
<b>Change à terme ferme</b>	3 618 881			3 618 881				-	- 95 857
<b>Change à terme optionnel</b>	7 929 101			7 929 101				-	- 407 170
<b>Swaps</b>				-				-	
<b>Instruments dérivés de couverture de change détenus à des fins de transaction</b>	11 547 982	-	-	11 547 982	-	-	-	-	- 503 027

### 29.1.3 Dérivés actions

Non utilisés.